Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

GESTION DES RESOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

DOCUMENT DE TRAVAIL

71

KORONIVIA

ISSN 2227-4642

ACTION COMMUNE DE KORONIVIA POUR L'AGRICULTURE: Analyse des soumissions présentées

Comprend les soumissions au titre de la décision 4/CP.23 de la CCNUCC présentées par les parties et les observateurs au 20 mai 2018

GESTION DES RESOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

DOCUMENT DE TRAVAIL

71

KORONIVIA

ACTION COMMUNE DE KORONIVIA POUR L'AGRICULTURE: Analyse des soumissions présentées

Comprend les soumissions au titre de la décision 4/CP.23 de la CCNUCC présentées par les parties et les observateurs au 20 mai 2018

Auteurs
Maria Vincenza Chiriacò et Lucia Perugini (CMCC)
Martial Bernoux, Alashiya Gordes et Dorothée Merkl (FAO)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 2020

Citation requise:
FAO. 2020. *Travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture - Analyse des mémoires présentés.* Documents de travail sur la gestion des resources naturelles et de l'environnement n° 71. Rome. https://doi.org/10.4060/ca2586fr

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISSN 2706-6061 [En ligne]
ISSN 2227-4642 [Imprimé]

ISBN 978-92-5-131276-6
© FAO, 2020

Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité.»

Tout litige relatif à la licence ne pouvant être réglé à l'amiable sera soumis à une procédure de médiation et d'arbitrage au sens de l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire aux présentes. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos v
Remerciements vi
Sigles et abréviations vii

Introduction 1

Objectif 4

Méthodologie 4

1.0 Aperçu des soumissions des Parties 9

1.1 Élément 2(a): Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux 10

1.2 Élément 2(b): Méthodes et démarches pour évaluer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience 11

1.3 Élément 2(c): Amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau 13

1.4 Élément 2(d): Amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients 14

1.5 Élément 2(e): Amélioration des systèmes d'élevage 16

1.6 Élément 2(f): Dimensions socio-économique et relative à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole 17

1.7 Éléments supplémentaires à prendre en compte dans la KJWA 18

1.8 Opinions sur le processus 20

1.9 Perspectives et résultats attendus des trois années d'action commune 22

2.0 Aperçu des soumissions des observateurs 25

2.1 Contributions à l'action commune proposées 27

2.2 Élément 2(a): Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux 27

2.3 Élément 2(b): Méthodes et démarches pour évaluer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience 28

2.4 Élément 2(c): Amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau 29

2.5 Élément 2(d): Amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients 31

2.6 Élément 2(e): Amélioration des systèmes d'élevage 32

2.7 Élément 2(f): Dimensions socio-économique et relative à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole 33

2.8 Autres éléments à prendre en compte dans la KJWA 34

2.9 Perspectives et résultats attendus de la KJWA 34

Bibliographie 37

Annexe - Principaux programmes et initiatives menés ou soutenus par les observateurs, tels qu'indiqués dans leurs soumissions 38

Tableaux

1 Ateliers de session sur les questions relatives à l'agriculture **2**

2 Organes constitués clés au titre de la Convention, pertinents pour l'agriculture **3**

Figures

1 Répartition des soumissions au 20 mai 2018 **7**

2 Soumissions des Parties et des groupes au 20 mai 2018 **7**

Encadrés

1 Termes clés **4**

AVANT-PROPOS

La FAO salue l'adoption de la décision historique connue sous le nom de Action commune de Koronivia pour l'agriculture. La décision reconnaît que l'agriculture est essentielle pour la construction d'un avenir résilient et durable pour chaque être humain, tout en préservant les écosystèmes naturels.

La décision ne pouvait avoir lieu à un meilleur moment. Les changements climatiques affaiblissent toutes les dimensions de la sécurité alimentaire - la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité de la nourriture - que l'Accord de Paris sur le climat reconnaît, dans son préambule, comme étant une « priorité fondamentale » à protéger. Il est décevant de constater que, depuis l'adoption de l'Accord de Paris, nous n'avons pas su garantir la sécurité alimentaire. La situation s'est dégradée et l'année 2017 a été la troisième année consécutive durant laquelle la faim a augmenté dans le monde. Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté pour passer de 804 millions en 2016 à 821 millions en 2017.

Dans la publication « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018: Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition », il est constaté que, outre les conflits, les changements climatiques sont un des moteurs clés de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition ou malnutrition. La situation est nettement plus grave dans les pays avec des systèmes agricoles très sensibles aux précipitations, à la variabilité des températures et aux sécheresses extrêmes, où une grande partie des moyens d'existence reposent sur l'agriculture.

Un travail considérable s'impose sans délai pour « ne laisser personne de côté » sur la voie qui mène à la réalisation des Objectifs de développement durable sur la pauvreté (ODD 1), sur la sécurité alimentaire et la nutrition (ODD 2) et sur les changements climatiques (ODD 13), qui sous-tendent tous les autres ODD. L'action commune de Koronivia a un rôle primordial à jouer pour mobiliser l'engagement international à agir, partager les solutions éprouvées et créer un environnement propice en contribuant à relever les ambitions et à intensifier l'action.

La FAO continuera de jouer un rôle actif à cet égard. La décision de Koronivia trouve un écho dans le mandat principal de la FAO qui est d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, de réduire la pauvreté rurale, et de rendre l'agriculture, les forêts et la pêche plus productives et durables. Elle est aussi associée à la résultante 2 de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique, qui s'efforce de mieux intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture, les forêts et la pêche au programme international concernant le changement climatique. La FAO soutient les Parties depuis le début pour les aider à participer aux négociations sur l'agriculture, en présentant des exposés techniques pendant les ateliers de session, en déposant des soumissions officielles, en aidant les pays qui le demandent à établir leurs propres soumissions et en facilitant les échanges informels entre les pays.

La FAO s'emploie à renforcer ses propres capacités en matière de changement climatique (Résultante 3 de la Stratégie relative au changement climatique) pour mieux servir ses pays membres. Le Réseau technique sur le changement climatique, c'est à dire le mécanisme interne d'échange des connaissances sur le changement climatique, a réalisé un résumé des soumissions exprimant les opinions des Parties et des observateurs sur les éléments à inclure dans l'action commune de Koronivia pour l'avenir, en collaboration avec le Centre euro-méditerranéen sur les changements climatiques (CMCC).

Travaillons ensemble pour la personne sur neuf qui souffre encore de la faim aujourd'hui. Nous sommes unis par la conviction commune que transformer le secteur agricole pour relever le défi climatique est une étape cruciale pour éradiquer la faim pour de bon.

René Castro-Salazar
Sous-directeur général de la FAO
Département du climat, de la biodiversité, des terres et des eaux

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient tout particulièrement les personnes suivantes pour leurs contributions et indications : Nadine Dulac (Belgique), Valerie Dermaux (France), Viridiana Alcantara Cervantes (Allemagne), Jon Magnar Haugen (Norvège), Michaël Sapin et Christine Zundel (Suisse) et Lawrence Mashungu (Zimbabwe), Dirk Nemitz (CCNUCC), ainsi que Rima Al Azar, Rocio Condor, Mark Davis, Alexander Jones, Liva Kaugure, Zitouni Ould-Dada, Maylina St-Louis, Marjanneke Vijge et Julia Wolf (FAO). Les auteurs souhaitent remercier également les nombreux représentants des organismes de développement bilatéraux, les ONG, le secteur privé, les institutions de recherche, ainsi que les agences internationales et de l'ONU, pour les commentaires offerts dans le cadre d'une révision organisée avant la 48ème session des organes subsidiaires à Bonn, Allemagne, en mai 2018. Les auteurs souhaitent aussi remercier les graphistes Renato Dalla Venezia (CMCC) et Juan Luis Salazar (FAO) pour leur soutien continu. Enfin, nos remerciements à Januaria Solari pour la traduction française de cette publication, ainsi qu'à Maylina St-Louis (FAO) pour la révision.

Cette analyse a été réalisée avec le soutien du Réseau technique sur le changement climatique (TNCC) de la FAO. Mis en place comme réseau interne en 2014, le TNCC a pour but de créer un environnement propice à l'échange et à la production d'informations et d'idées sur la sécurité alimentaire et le changement climatique.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BM	Banque mondiale
CA	Comité pour l'adaptation
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAN	Réseau action climat international
CARE	CARE international
CCAFS	Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CFA	Conseil du fonds pour l'adaptation
CIAS	Changement indirect d'affectation des sols
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CNE	Confédération nationale de l'élevage
CNIEL	Centre national interprofessionnel de l'économie Laitière
CNULCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COP	Conférence des Parties
COS	Carbone organique du sol
CSA	Agriculture intelligente face au climat
CTCN	Centre et réseau des technologies climatiques
CUTS	Consumer Unity and Trust Society International
ENA	Entité non admise
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDE	Fonds pour la défense de l'environnement
FIDA	Fonds international de développement agricole
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GNA	Groupe des négociateurs africains
IAA	Inondation et assèchement alternés
IDELE	Institut de l'élevage
IFA	Association internationale de l'industrie des engrais
INMS	Système international de gestion de l'azote
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INTERBEV	Association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
KJWA	Action commune de Koronivia pour l'agriculture
LEAP	Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage
LEG	Groupe d'experts des pays les moins avancés
MDP	Mécanisme pour un développement propre
MNV	Mesure, notification et vérification
NACSAA	Alliance d'Amérique du Nord pour une agriculture intelligente face au climat
ODD	Objectif de développement durable
OFED	Organisation des femmes pour l'environnement et le développement
OIG	Organisation intergouvernementale
OMA	Organisation mondiale des agriculteurs
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGE	Organisation non gouvernementale environnementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief International
PMA	Pays les moins avancés

PMED	Programme mondial pour un élevage durable
PNA	Plan national pour l'adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Point Blue	Point Blue Conservation Science
PPN	Production primaire nette
RBA	Rapport biennal actualisé
SB	Organe subsidiaire
SB 48	48ème session des organes subsidiaires de la CCNUCC
SB 53	53ème session des organes subsidiaires de la CCNUCC
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
SCF	Comité permanent des finances
S&E	Suivi et évaluation
TEC	Comité exécutif de la technologie
UE	Union européenne
USA	États-Unis d'Amérique
WBCSD	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable
WIM ExCom	Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie sur les pertes et les dommages
YOUNGO	Organisations non gouvernementales des jeunes au sein de la CCNUCC

INTRODUCTION

Les négociations sur l'agriculture au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont été inscrites à l'ordre du jour de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) en 2011 par la décision 2/CP.17 (paragraphes 75-77) (CCNUCC, 2012). La Conférence des Parties (COP) a été invitée à examiner les questions relatives à l'agriculture afin d'échanger des points de vue. Les débats qui ont suivi pendant les sept prochaines années ont conduit à une étape historique lors de la COP 23 à Bonn, soit l'adoption de la décision 4/CP.23 concernant l' « Action commune de Koronivia pour l'agriculture (Koronivia Joint Work on Agriculture [KJWA]) » par les Parties à la Convention (CCNUCC, 2017).

La décision reconnaît l'importance capitale de l'agriculture dans la lutte contre les changements climatiques et plaide pour une action commune du SBSTA et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) sur des éléments précis, notamment par le biais d'ateliers et de réunions d'experts. La KJWA élargit les débats sur l'agriculture, en passant d'une approche axée sur les domaines techniques et scientifiques à une approche qui considère également l'application pratique. Conformément à la décision 4/CP.23, les travaux devront prendre en compte les vulnérabilités de l'agriculture face au changement climatique et les modes d'examen des questions de sécurité alimentaire. Les organes subsidiaires devront rendre compte des progrès et des résultats de la KJWA lors de la vingt-sixième session de la COP en novembre 2020.

Le paragraphe 2 de la décision contient une liste d' éléments initiaux sur lesquels les Parties devaient présenter leurs vues avant le 31 mars 2018:

- Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux;
- Méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience;
- Amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau;
- Amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients;
- Amélioration des systèmes d'élevage;
- Dimension socioéconomique et dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole.

Les cinq ateliers de session mentionnés à l'élément 2(a) de la KJWA ont été organisés entre 2013 et 2015 pendant les sessions des organes subsidiaires et ont couvert une gamme étendue de thèmes relatifs à l'agriculture axés, entre autres, sur l'adaptation, les systèmes d'alerte précoce et la production agricole durable (voir **Tableau 1** pour une liste exhaustive des ateliers). Ces ateliers représentaient une occasion importante, pour les Parties et les experts d'organisations internationales invités, d'échanger leurs expériences et leurs opinions sur ces sujets. Après chaque atelier, le secrétariat de la CCNUCC a préparé un rapport pour résumer les discussions et les informations fournies.

TABLEAU 1

ATELIERS DE SESSION SUR LES QUESTIONS RELATIVES À L'AGRICULTURE

TITRE DE L'ATELIER	SESSION	RAPPORT
Atelier de session consacré à l'état actuel des connaissances scientifiques concernant les moyens de promouvoir l'adaptation de l'agriculture aux effets des changements climatiques tout en favorisant le développement rural, le développement durable, et la productivité des systèmes agricoles, de même que la sécurité alimentaire dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement.	*VARSOVIE, NOVEMBRE 2013*	FCCC/SBSTA/2014/INF.2
Atelier de session consacré au développement de systèmes d'alerte précoce et de plans d'intervention d'urgence liés aux épisodes climatiques extrêmes et à leurs effets comme la désertification, la sécheresse, les inondations, les glissements de terrain, les ondes de tempête, l'érosion du sol, et l'invasion d'eau salée.	*BONN, JUIN 2015*	FCCC/SBSTA/2015/INF.6
Atelier de session consacré à l'évaluation des risques et des vulnérabilités des systèmes agricoles face à différents scénarios de changement climatique au niveau régional, national et local, incluant sans s'y limiter les parasites et les maladies.	*BONN, JUIN 2015*	FCCC/SBSTA/2015/INF.7
Atelier de session sur la définition des mesures d'adaptation, compte tenu de la diversité des systèmes agricoles, des systèmes de connaissances autochtones, des différences d'échelle et des éventuelles retombées positives, et sur le partage des expériences en matière de recherche et développement de même que des activités sur le terrain, y compris les aspects socioéconomiques, environnementaux et de genre.	*BONN, MAI 2016*	FCCC/SBSTA/2016/INF.5
Atelier de session sur le recensement et l'évaluation des pratiques et technologies agricoles propres à accroître la productivité de façon durable, et à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience, compte tenu des différences entre les zones agroécologiques et les systèmes d'exploitation, comme les pratiques et systèmes de pâturage et de culture.	*BONN, MAI 2016*	FCCC/SBSTA/2016/INF.6

La décision sur la KJWA prévoit que les futurs travaux soient menés en étroite collaboration avec les organes constitués au titre de la Convention (voir **Tableau 2**) afin de créer des liens et de mettre en place une action harmonisée entre les divers organes[1]. Ces organes ont pour objectif de fournir leur avis, leur contribution et leur expertise pour faire progresser l'application de la Convention et couvrir les différents domaines de travail qui pourraient présenter un intérêt pour les secteurs agricoles, comme par exemple:

- le renforcement des capacités (Comité de Paris sur le renforcement des capacités, Centre et réseau des technologies climatiques, Comité exécutif de la technologie);
- le financement d'actions de coordination et de mobilisation (Comité permanent des finances);
- la promotion d'une action renforcée sur l'adaptation (Comité pour l'adaptation);
- le partage d'informations, de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques (Centre et réseau des technologies climatiques, Comité exécutif de la technologie, Comité pour l'adaptation, Comité de Paris sur le renforcement des capacités);
- le soutien technologique et le transfert de technologies vers les pays en développement (Centre et réseau des technologies climatiques, Comité exécutif de la technologie, Comité pour l'adaptation).

Les 8-9 mars 2018, la FAO a organisé un dialogue informel, le «dialogue de Koronivia», à Rome, Italie, co-animé par l'Oxford Climate Policy et financé par la Banque mondiale, dont l'objectif était de fournir un cadre neutre de débat ouvert entre les négociateurs agricoles sur la mise en œuvre de la KJWA, ainsi que d'offrir aux pays un appui à la finalisation de leurs soumissions (FAO, 2018b). En reconnaissant que la décision 4/CP.23 n'impose pas au secrétariat de la CCNUCC de produire une synthèse des soumissions reçues, certaines Parties présentes au dialogue ont suggéré que la FAO fournisse un résumé factuel de celles-ci. Grâce au soutien

[1] Pour plus d'informations sur les organes de la CCNUCC et leurs travaux précédents en lien avec l'agriculture, veuillez consulter (en anglais) FAO. 2018a. The Koronivia Joint Work on Agriculture and the Convention Bodies: An Overview. www.fao.org/3/CA1544EN/ca1544en.pdf

de son Réseau technique sur le changement climatique, la FAO a entrepris cette tâche à la lumière de la résultante 2 de sa *Stratégie relative au changement climatique, qui s'efforce de faire en sorte que Les thématiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture, des forêts et de la pêche soient mieux intégrées au programme international sur le changement climatique*, grâce à un engagement accru de la FAO. La Stratégie de la FAO relative au changement climatique a été adoptée par les pays membres lors de la 40ème Conférence de la FAO en juillet 2017.

Les soumissions ont été examinées à la 48ème session des organes subsidiaires (SB 48) de la Convention, à Bonn (30 avril - 10 mai 2018). En esquissant des possibilités de progression, cette première série de soumissions a représenté une étape importante pour le processus de la KJWA. Lors de la SB 48 à Bonn, il a été convenu d'une feuille de route concrète pour les trois prochaines années, incluant notamment la tenue d'ateliers sur les éléments visés dans la décision (de 2(a) à 2(f)), un mandat au secrétariat pour dresser le rapport de chaque atelier, et un appel à propositions sur le thème de l'atelier avant chaque session (CCNUCC, 2018a).

L'analyse qui suit prend en compte les 21 soumissions concernant la KJWA présentées par les Parties, les 27 soumissions présentées par les observateurs et publiées avant le 20 mai 2018 sur le portail des soumission de la CCNUCC, ainsi que les soumissions du groupe des négociateurs africains (GNA) et du groupe des pays les moins avancés (PMA) (CCNUC, 2018b).

TABLEAU 2

ORGANES CONSTITUÉS AU TITRE DE LA CONVENTION, PERTINENTS POUR L'AGRICULTURE

ORGANE CONSTITUÉ	BRÈVE DESCRIPTION	LIEN
CENTRE ET RÉSEAU DES TECHNOLOGIES CLIMATIQUES (CTCN)	*Le CTCN facilite le transfert accéléré de technologies écologiquement sûres pour un développement à faibles émissions résilient au changement climatique sur requête des pays en développement. Il fournit des solutions technologiques, un renforcement des capacités et des conseils sur les cadres politiques, juridiques et réglementaires adaptés aux besoins de chaque pays.*	www.ctc-n.org/about-ctcn
COMITÉ EXÉCUTIF DE LA TECHNOLOGIE (TEC)	*Le TEC a été créé en 2010; il s'attache à identifier les politiques qui peuvent accélérer le développement et le transfert de technologies à faibles émissions et résilientes au changement climatique. Il travaille en étroite collaboration avec le CTCN pour traiter les problèmes de développement et de transfert des technologies; ensemble, les deux organes (TEC et CTCN) forment le Mécanisme pour les technologies relatives aux changements climatiques.*	http://unfccc.int/ttclear/tec
COMITÉ POUR L'ADAPTATION (CA)	*Le Comité pour l'adaptation a été établi lors de la seizième session de la COP, dans le cadre des accords de Cancún (décision 1/CP.16), pour renforcer l'action en matière d'adaptation d'une manière cohérente au titre de la Convention à travers différentes fonctions. Les travaux du CA ont été lancés pendant la COP 17.*	https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/adaptation-committee-ac
COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (SCF)	*Le Comité permanent des finances a pour mandat d'aider la COP à exercer ses fonctions dans le cadre du mécanisme financier de la Convention. Cela implique de: améliorer la cohérence et la coordination concernant l'apport de financements pour lutter contre les changements climatiques; rationaliser le mécanisme de financement; mobiliser des ressources financières; mesurer, notifier et vérifier les aides fournies aux pays en développement parties.*	https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/standing-committee-on-finance-scf
COMITÉ DE PARIS SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (PCCB)	*Le PCCB a été établi par la COP en 2015 dans le cadre de l'adoption de l'Accord de Paris pour cerner les lacunes et les besoins, actuels et émergents, liés à l'exécution d'activités de renforcement des capacités dans les pays en développement Parties et à l'amélioration des efforts déployés pour renforcer les capacités, y compris en ce qui concerne la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités au titre de la Convention.*	https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/paris-committee-on-capacity-building
GROUPE D'EXPERTS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS (LEG)	*La COP a créé le LEG, dont les membres sont nommés par les Parties, avec l'objectif de sous-tendre les stratégies de préparation et d'application des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA).*	https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/least-developed-countries-expert-group-leg
GROUPE CONSULTATIF D'EXPERTS DES COMMUNICATIONS NATIONALES DES PARTIES NON VISÉES À L'ANNEXE I DE LA CONVENTION (GCE)	*La COP a créé le GCE avec l'objectif d'améliorer le processus de préparation des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.*	https://unfccc.int/process/bodies/constituted-bodies/consultative-group-of-experts-on-national-communications-from-parties-not-included-in-annex-i-to-the-convention-cge

Objectif

Cette analyse vise à résumer les vues présentées sur les éléments inclus dans l'action commune de Koronivia pour l'agriculture et le processus prévu pour sa mise en œuvre, y compris les possibles moyens de progresser pour la communauté agricole dans le contexte des négociations internationales sur le changement climatique. Le récapitulatif entend rendre la vaste gamme de vues présentées plus accessible aux personnes intéressées – dont notamment, les Parties et les observateurs de la CCNUCC, les fonctionnaires de la FAO s'occupant plus généralement de changement climatique, et les membres intéressés du public.

Méthodologie

L'analyse prend en considération les 21 soumissions des Parties et les 27 soumissions des observateurs de la KJWA. Toutes les soumissions présentées par les Parties et les observateurs sont en anglais et peuvent être consultées sur le portail des soumissions de la CCNUCC (Ibid).

Le texte intégral de chaque soumission a été étudié pour assurer une évaluation globale des vues proposées par les Parties et les observateurs. Le texte original a été extrait vers une base de données qui permet de recouper les différents aspects des soumissions individuelles. La base de données comprend des catégories pour chacun des éléments (de 2(a) à 2(f)) de la KJWA; les nouveaux ou autres thèmes mentionnés; l'éventuel processus proposé; les résultats souhaités, ainsi que d'autres résultats.

Il est important de souligner que les soumissions sont extrêmement hétérogènes dans leur structure, leur contenu et leur longueur. Cela influe énormément sur le niveau de couverture et de détail des vues sur les éléments proposés pour inclusion dans l'action commune, ainsi que sur le processus et les résultats attendus de la KJWA.

ENCADRÉ 1. TERMES CLÉS

Agriculture ou bien **secteur agricole**, lorsqu'utilisé par la FAO, inclut les sous-secteurs suivants : cultures végétales, élevage, pêche, aquaculture et foresterie. Les termes **agriculture** ou **secteur agricole** dans le contexte de la CCNUCC (incluant le texte de la KJWA) sont conformes à la terminologie du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et couvrent les émissions provenant de la fermentation entérique, de la gestion du fumier, de la riziculture, du brûlage dirigé de la savane et des pâturages, et des sols (émissions de l'agriculture). Les émissions et les absorptions des pâturages et des terres cultivées sont couvertes par l'UTCAF (Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie). Dans la publication GIEC 2006, les deux secteurs (agriculture et UTCAF) sont traités sous la même rubrique, soit le secteur **AFAT** (agriculture, foresterie et affectation des terres) (GIEC, 2006).

Mise en œuvre/application Dans le contexte de la KJWA, ce terme réfère soit à l'action commune à entreprendre par le SBI et le SBSTA (ex: par le biais d'ateliers, de documents techniques, de réunions d'experts, de décisions et de recommandations), soit à l'exécution opérationnelle sur le terrain d'actions et de mesures en matière d'agriculture.

Sécurité alimentaire Bien que ce terme ait un rôle crucial dans le cadre de la KJWA, il n'est pas défini dans la décision. Lorsqu'il est utilisé par la FAO, ce terme a une définition précise fondée sur celle du Sommet mondial de l'alimentation (1996) : « La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive pour satisfaire leurs besoins et leurs préférences alimentaires leur permettant de mener une vie saine et active. » Ainsi, quatre dimensions principales de la sécurité alimentaire peuvent être identifiées à partir de cette définition : la disponibilité de la nourriture, l'utilisation appropriée de la nourriture, l'accès à la nourriture et la stabilité des trois autres dimensions dans le temps (FAO, 2006).

>> Dans cette analyse, les termes «**agriculture**», «**application**» ou «**mise en œuvre**» et «**sécurité alimentaire**» sont tirés des soumissions sans se rapporter à une signification précise, c'est-à-dire sans préjuger de l'interprétation appliquée par les différentes Parties. <<

L'analyse des soumissions a été structurée selon une approche par étapes:

- **ÉTAPE A**: Une première version avec une analyse partielle et préliminaire, incluant un aperçu approfondi fondé sur les soumissions des Parties reçues avant la date limite du 16 avril 2018 était disponible pour commentaires pendant la SB 48, soit 17 soumissions au total. Il n'a pas été tenu compte de la date limite pour les soumissions des groupes des GNA et des PMA, puisque ceux-ci représentent un grand nombre de Parties. Cette première version était ouverte aux commentaires jusqu'au 20 mai 2018. Dans l'ensemble, 111 commentaires ont été présentés par 11 réviseurs.

- **ÉTAPE B**: Les soumissions de toutes les Parties (21) et de tous les observateurs (27) ont fait l'objet d'une analyse exhaustive en tenant compte des commentaires et des observations sur la première version (ÉTAPE A).

SOUMISSIONS DES PARTIES ET DES GROUPES[2]

1. **Argentine**
2. Australie
3. Bangladesh
4. Bénin
5. Brésil
6. Burundi
7. Chine
8. Égypte, au nom du Groupe des négociateurs africains (GNA)
9. États-Unis d'Amérique (USA)
10. Éthiopie, au nom du groupe des Pays les moins avancés (PMA)
11. Inde
12. Indonésie
13. Japon
14. **Kenya**
15. **Malawi**
16. Norvège
17. **Nouvelle-Zélande**
18. Philippines
19. Suisse
20. Union européenne et ses 28 états membres[3]

SOUMISSIONS DES OBSERVATEURS

Système des Nations Unies:

1. Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU)
2. Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)
3. Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD)
4. Fonds international de développement agricole (FIDA)
5. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO)
6. Organisation du système GCRAI au nom de l'Organisation du système GCRAI, du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), et de la Banque mondiale (ci-après dénommé GCRAI-CIAT-BM)

[2] Les soumissions présentées à l'étape B sont en caractères gras.
[3] Cette soumission est également soutenue par l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie.

Organisations intergouvernementales admises (OIG):

7 Programme alimentaire mondial (PAM)
8 Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Organisations non gouvernementales admises (ONG[4]), représentant six circonscriptions de la CCNUCC[5]:

9	Alliance d'Amérique du Nord pour une agriculture intelligente face au climat (NACSAA)	
10	Association internationale de l'industrie des engrais (IFA)	BINGO
11	Brighter Green	ONGE/CAN
12	CARE international (CARE)	ONGE /CAN
13	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)	RINGO
14	Climate Action Network International (CAN)	ONGE /CAN
15	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)	BINGO
16	CUTS International (CUTS)	ONGE
17	Fonds pour la défense de l'environnement (FDE)	ONGE /CAN
18	Institut de Recherche pour le Développement (IRD)	RINGO
19	Institut national de la recherche agronomique (INRA)	RINGO
20	Le secteur français des ruminants (CNE, IDELE, CNIEL, INTERBEV, ci-après dénommé CNE *et al.*)	
21	Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (OFED)	Femmes et égalité des sexes
22	Organisation mondiale des agriculteurs (OMA)	Organisations paysannes
23	Organisations non gouvernementales de la jeunesse (YOUNGO)	YOUNGO

Entités non admises (ENA):

24	Oxfam International (OXFAM)	ONGE /CAN
25	Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage (LEAP)	
26	Point Blue Conservation Science (Point Blue)	ONGE
27	Programme mondial pour un élevage durable (PMED)	

En résumé, au 20 mai, 48 soumissions présentées par 116 Parties et 32 organisations observatrices avaient été publiées sur le portail des soumission de la CCNUCC (voir **Figure 1**). Cela inclut les soumissions groupées suivantes: la soumission de l'Union européenne (considérée comme une Partie unique mais qui représente les 28 États membres plus l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie); la soumission de la République arabe d'Égypte au nom du Groupe de négociateurs africains; et la soumission de l'Éthiopie au nom du groupe des Pays les moins avancés (voir **Figure 2**).

[4] Il s'agit d'ONG admises par la Conférence des Parties en tant qu'observateurs de la CCNUCC.

[5] Les ONG admises dans le cadre de la CCNUCC sont librement regroupées suivant les intérêts ou les perspectives des neufs circonscriptions, soit : les ONG des affaires et de l'industrie (BINGO), les ONG environnementales (ONGE), les ONG paysannes, les Organisations des peuples autochtones (IPO), les autorités et les administrations municipales locales (LGMA), les ONG de recherche et indépendantes (RINGO), les ONG syndicales (TUNGO), les ONG pour les femmes et l'égalité des sexes, les ONG de la jeunesse (YOUNGO). Depuis 2016, le secrétariat de la CCNUCC reconnaît également les groupes suivants en tant que groupes informels d'ONG: les ONG confessionnelles (FBO), les ONG pour l'éducation, le renforcement des capacités et l'information (ECONGO); et les parlementaires.

FIGURE 1

RÉPARTITION DES SOUMISSIONS AU 20 MAI 2018

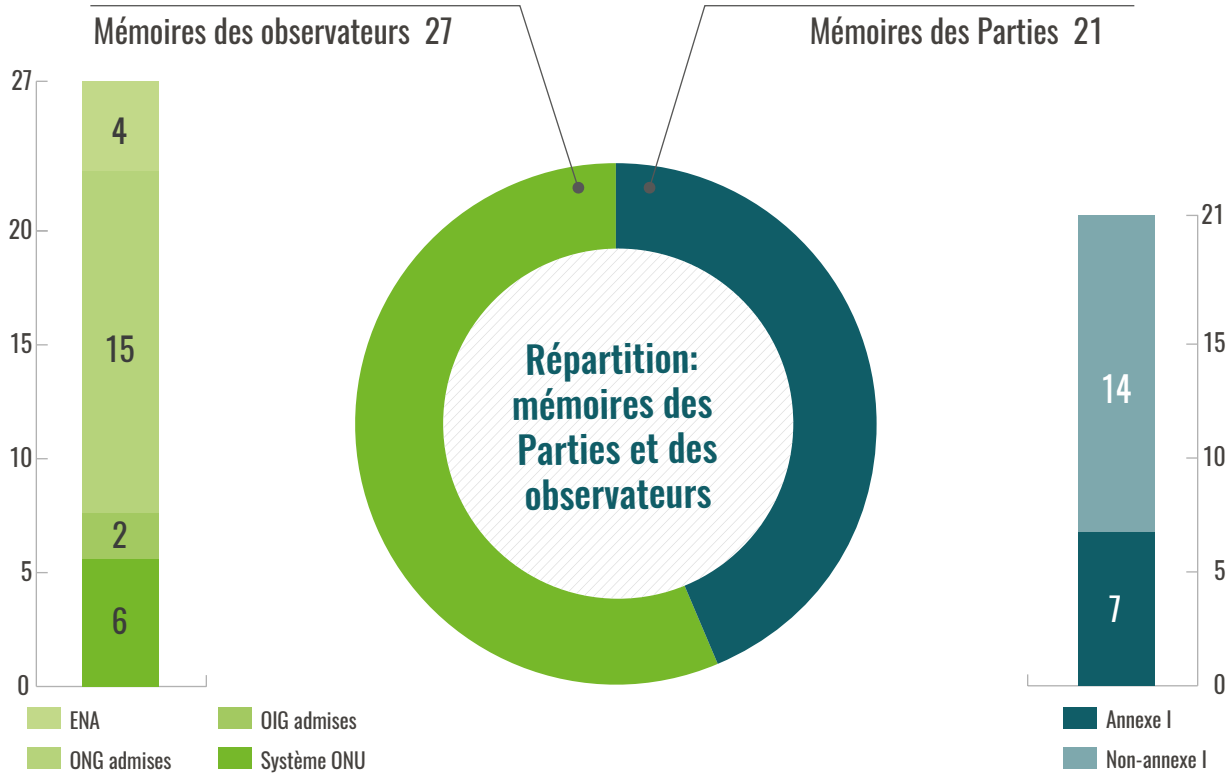
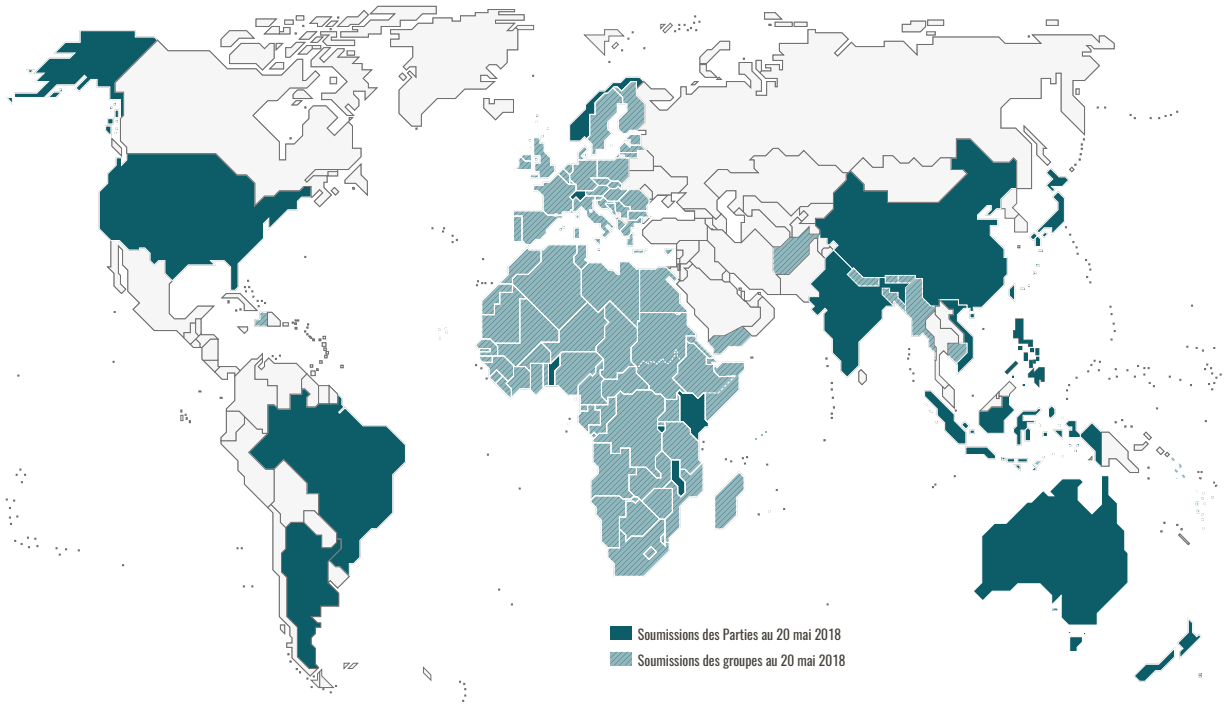


FIGURE 2

SOUMISSIONS DES PARTIES ET DES GROUPES AU 20 MAI 2018



Adapté de la carte mondiale des Nations Unies, juillet 2018.

Les dénominations utilisées et la présentation de matériel dans ce document d'information n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies (FAO) quant au statut légal ou de développement d'un pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ni quant à la délimitation de ses frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent le tracé approximatif des frontières pour lesquelles il n'y aurait pas encore d'accord définitif.

CHAPITRE

1

APERÇU DES SOUMISSIONS DES PARTIES

Bien que la structure, la longueur et le niveau de détail des soumissions présentées par les Parties varient considérablement, plusieurs d'entre elles présentent des similitudes par rapport à certaines composantes ou recommandations.

Plus de la moitié des soumissions des Parties (GNA, Argentine, Australie, Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Inde, Japon, Kenya, PMA, Nouvelle-Zélande, Philippines, USA, Viet Nam) offrent un aperçu du secteur agricole dans le pays en décrivant l'importance économique de ce secteur à l'échelle nationale, ou les risques majeurs que le changement climatique fait peser sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi qu'en présentant des initiatives importantes comme les programmes, les stratégies et les plans d'action entrepris par le pays pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets, ainsi que pour améliorer la sécurité alimentaire.

La plupart des soumissions des Parties (GNA, Argentine, Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Inde, Japon, Kenya, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suisse, UE, Viet Nam) soulignent qu'il est indispensable de considérer la vulnérabilité du secteur agricole aux effets négatifs du changement climatique au titre de la KJWA, et qu'il faut favoriser l'adaptation et l'atténuation tout en contribuant à la sécurité alimentaire conformément aux priorités nationales, déjà rappelées dans les plans et programmes nationaux. À cet égard, la KJWA se présente aussi comme uneoccasion d'aider les pays à mettre en œuvre leurs plans et programmes nationaux, comme par exemple:

- les contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre de l'Accord de Paris (Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Japon, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suisse, UE);
- les plans d'adaptation nationaux (PAN) (Brésil, Burundi);
- les efforts en matière d'élaboration des rapports, comme les rapports biennaux actualisés (RBA) (Burundi);
- les communications en matière d'adaptation au titre de l'Accord de Paris (Malawi).

En ce qui concerne la liste de six éléments (2(a) à 2(f)) énoncés dans le paragraphe 2 de la décision 4/CP.23, quelques Parties (3: Indonésie, Philippines, Viet Nam) se réfèrent généralement à tous ou à certains éléments en dehors de toute considération spécifique, alors que d'autres énumèrent les besoins et les priorités identifiés pour tous ou quelques-uns des éléments (10: GNA, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, Inde, Kenya, PMA, Malawi, Nouvelle-Zélande), ou présentent des actions spécifiques déjà entreprises qui peuvent servir d'exemples de meilleures pratiques et de leçons apprises pour d'autres pays (6: Australie, Bangladesh, Bénin, Japon, Nouvelle-Zélande, USA). Quelques soumissions (8: GNA, Argentine, Brésil, Indonésie, Kenya, Philippines, Suisse, UE) mettent de l'avant de nouveaux éléments ou aspects à traiter en plus de ceux énoncés dans la décision. Plusieurs soumissions (15: Argentine, Australie, Bénin, Chine, GNA, Inde, Kenya, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Suisse, Viet Nam, UE, USA) se concentrent sur d'autres aspects de la KJWA, comme les indications sur la feuille de route et les modalités du processus, ou bien les considérations relatives aux résultats attendus de l'action commune.

Enfin, quelques soumissions (7: Australie, GNA, Kenya, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, UE) indiquent expressément les résultats possibles attendus de la SB 48. Ces derniers sont essentiellement liés à un accord commun des Parties sur la détermination d'un calendrier pour les trois années d'action commune, sur la méthodologie et le format des ateliers et des réunions d'experts, sur la liste des experts à inviter et sur les résultats souhaités.

Conformément aux points principaux soulevés dans les soumissions, un examen approfondi des vues exprimées par les Parties est présenté dans les paragraphes qui suivent.

1.1 Élément 2(a): Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux

Sur 21 soumissions, 14 (Australie, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, GNA, Inde, Japon, Kenya, PMA, Norvège, Philippines, Viet Nam, USA) font expressément référence aux modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de la KJWA (élément 2(a) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23).

Cinq Parties (Australie, Japon, Norvège, Philippines, USA) évoquent cet élément de façon générale dans leurs soumissions, sans entreprendre d'actions spécifiques ou sans donner d'indications, mais en soulignant simplement l'utilité des résultats attendus et des thèmes identifiés dans les rapports approfondis des cinq ateliers de session - qui pourraient être pris en compte dans la future KJWA. Ces Parties évoquent également l'importance d'avoir des objectifs clairs qui puissent se traduire en actions concrètes afin d'éviter une duplication des efforts.

Besoins et priorités

Neuf soumissions (GNA, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, Inde, Kenya, PMA, Viet Nam) rappellent les thèmes les plus pertinents de l'élément 2(a) en fonction de leur contexte national, y compris, sans s'y limiter:

- l'évaluation et la gestion des risques et des vulnérabilités;
- les systèmes d'alerte précoce;
- la recherche et le développement technologique pour s'adapter au changement climatique,

notamment par le biais d'une coopération internationale;
- la gestion des sols et de l'eau;
- la lutte contre les ravageurs et les maladies;
- la gestion des engrais et du fumier;
- les technologies de sélection végétale et du bétail;
- le développement et la gestion des systèmes agro-sylvo-pastoraux et des pêches;
- le renforcement des capacités des prestataires de services de vulgarisation, des opérateurs scientifiques et des agriculteurs.

Mesures pour répondre aux besoins identifiés

La modalité de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session que ces Parties mettent en évidence est liée à la disponibilité de moyens financiers adéquats, avec trois soumissions (AGN, Bénin, Kenya) faisant expressément référence au Fonds vert pour le climat (FVC) en tant que source de financement. Pour évaluer le coût des activités visées par les éléments des cinq ateliers de session pour les pays en développement, une Partie (Bénin) propose de se rapporter aux projets et aux programmes identifiés pour le secteur agricole dans les communications nationales, les CDN, les PNA et les RBA.

Une Partie (Chine) considère que l'assistance fournie aux pays en développement pour mettre en œuvre leurs CDN en vertu de l'Accord de Paris est un moyen de faciliter la mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session.

D'autres modalités identifiées par quatre Parties (Bangladesh, Bénin, Chine, Inde) pour la bonne mise en œuvre des thèmes au point 2(a) se rapportent à l'établissement de partenariats opérationnels entre les pays et les institutions ou organisations scientifiques et technologiques œuvrant dans les domaines de l'agriculture et du changement climatique, à l'échelle nationale et internationale. Cela pourrait également prendre la forme d'une plateforme web (Chine, Inde) et d'un rapport de synthèse fondé sur les résultats des ateliers (Inde), en vue de partager les connaissances, les technologies ou les savoir-faire, et de renforcer les capacités.

Une Partie (Bénin) suggère l'organisation de deux ateliers de session avec la participation des organes constitués au titre de la Convention, tandis qu'une autre Partie (Burundi) propose la tenue de réunions d'experts ayant pour objectif de produire des orientations techniques précises. Deux soumissions (GNA, Kenya) parlent également de l'organisation d'un atelier de session conjoint entre le SBSTA, le SBI et les autres organes constitués au titre de la Convention pour débattre des mesures, des rôles et des modalités de mise en œuvre des résultats en vertu de la KJWA, le SBSTA et le SBI étant chargés d'élaborer des directives sur ces modalités pour considération par la COP.

1.2 Élément 2(b): Méthodes et démarches pour évaluer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience

La plupart des soumissions (15 sur 21 : GNA, Australie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Inde, Indonésie, Japon, PMA, Malawi, Philippines, USA, Viet Nam) font expressément référence à des méthodes et des démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience (élément 2(b) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23). Deux Parties (Indonésie et Philippines) évoquent cet élément de façon générale dans leurs soumissions sans fournir de contributions ou d'indications précises. Deux autres Parties (Brésil et Japon) considèrent que cet élément se rapproche beaucoup de la dimension socioéconomique et de la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole, et qu'il est donc relié à l'élément 2(f) du paragraphe 2; aussi, elles proposent de les examiner conjointement. Une autre Partie (Viet

Nam) se réfère à l'élément 2(b) en soulignant que la KJWA permet de tirer des leçons des autres pays sur les méthodes, démarches et outils d'évaluation, ainsi que de faire part des progrès réalisés en matière d'adaptation, de résilience et de co-bénéfices. Une soumission (Malawi) considère qu'il est essentiel de mesurer l'adaptation et la résilience pour déterminer les progrès réalisés et améliorer la transparence et la responsabilité, tout en portant une attention particulière à la participation efficace des populations vulnérables et en mettant l'accent sur l'égalité des sexes.

Exemples de bonnes pratiques

Dans cette optique, trois Parties (Australie, Japon et USA) présentent des actions concrètes déjà entreprises dans leur pays pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises, telles que:

- des programmes et initiatives de recherche qui ont pour objectif de développer des outils innovateurs, y compris la biotechnologie, pour une agriculture durable qui soit en mesure de s'adapter au changement climatique et d'en atténuer les effets;
- des contributions destinées aux réseaux de recherche pour augmenter la connaissance et la compréhension des relations entre les pratiques agricoles et les émissions de GES afin de promouvoir des méthodes de quantification des émissions de GES provenant des sols cultivés et mis en pâturage;
- des centres qui mettent des outils et des informations associés au changement climatique à la disposition des gestionnaires et des décideurs en matière de ressources agricoles et naturelles;
- des projets qui mesurent les conséquences du changement climatique pour l'environnement et font une évaluation économique des technologies d'adaptation et d'atténuation;
- des démarches qui visent le renforcement de la résilience des systèmes agricoles et des méthodes d'adaptation à l'échelle nationale.

Besoins et priorités

Dix soumissions (GNA, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Inde, Kenya, PMA, Malawi) présentent une liste de besoins et de priorités à traiter pour faire avancer les méthodes et les stratégies d'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience. Parmi les problématiques communes cernées par les Parties figurent:

- le besoin de scénarios climatiques à échelle réduite;
- l'évaluation et la cartographie des risques et des vulnérabilités;
- la prévision, à travers l'application de modèles, des effets du changement climatique sur le rendement des cultures et la production du bétail;
- la mesure, la notification et la vérification de l'efficacité des actions, des plans et des stratégies d'adaptation à travers des indicateurs de performance des progrès réalisés et des résultats obtenus, qui associent également les praticiens et les communautés;
- l'amélioration de la compréhension et de la détermination des différentes méthodes, outils et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience.

Mesures pour répondre aux besoins identifiés

Trois soumissions (GNA, Bangladesh, Malawi) soulignent l'importance de disposer de directives sur les méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience qui soient fondées sur les compétences des différentes Parties ou du SBSTA et du SBI.

Quatre Parties (Bénin, Brésil, Chine et Inde) proposent des mesures pour répondre aux besoins déterminés en vertu de la KJWA, qui incluent sans s'y limiter: le renforcement de la recherche (Brésil, Inde); l'organisation d'ateliers de formation, de cours, de réunions d'experts régionaux (Bénin) avec la participation des agences spécialisées des Nations Unies et des organes constitués au titre de la Convention; et la création d'une plateforme web qui facilite l'échange de connaissances et d'informations (Chine). Une Partie en particulier (Bénin) souligne l'importance de disposer de fonds adéquats pour élaborer et mettre en œuvre le plan national pour l'adaptation (PNA), et sollicite le soutien technique, scientifique et financier de

la communauté internationale et des agences spécialisées de l'ONU (FAO, PNUD, PNUE, etc.).

Quatre soumissions (GNA, Kenya, PMA, Malawi) proposent l'organisation d'un atelier de session et de réunions d'experts pour discuter de ce thème, dont trois (AGN, Kenya, Malawi) indiquent que le SBSTA et le SBI devraient élaborer des directives sur les méthodes et les démarches à suivre pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience à soumettre à la COP.

1.3 Élément 2(c): Amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau

La plupart des soumissions (17 sur 21 : GNA, Australie, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, PMA, USA, Viet Nam) font expressément référence aux questions liées à l'amélioration du carbone du sol, à la santé et à la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi qu'aux systèmes intégrés, y compris la gestion de l'eau, tel qu'indiqué dans l'élément 2(c) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23.

Deux Parties (Indonésie et Philippines) ont inclus dans leurs soumissions des références générales se rapportant aux thèmes couverts par l'élément 2(c), sans entrer dans les détails, et l'une des deux (Indonésie) a proposé d'examiner conjointement les thèmes couverts par l'élément 2(c) et l'élément 2(e). Une autre Partie (Japon) a souligné que les actions qui concourent à améliorer le carbone du sol, de même que la santé et la fertilité des sols, amélioreraient en même temps l'utilisation des éléments nutritifs (la gestion des engrais), et qu'il serait donc plus efficace d'examiner conjointement les thèmes couverts par l'élément 2(c) et l'élément 2(e). Une Partie (Chine) a présenté des considérations sur l'amélioration des pratiques agricoles relatives à la gestion des pâturages, des cultures, du bétail et du fumier pour renforcer la résilience de l'agriculture, en reliant les éléments 2(c), 2(d) et 2(e).

Deux Parties (Norvège et Viet Nam) se réfèrent à l'élément 2(c) en soulignant les possibilités offertes par la KJWA d'échanger des connaissances sur les bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne la conservation des sols.

Exemples de bonnes pratiques

Cinq Parties (Australie, Japon, Malawi, Nouvelle-Zélande et USA) présentent des mesures concrètes déjà adoptées dans leur pays pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises telles que :

- des programmes de conservation de l'eau et des sols qui favorisent l'utilisation de pratiques et de technologies agricoles qui améliorent le carbone du sol, comme par exemple les cultures de couverture, le labour zéro, la rotation des cultures, l'efficacité de la fertilisation, le pâturage tournant, la conversion des terres cultivées en pâturage permanent, l'assainissement des sols, et qui renforcent la gestion durable de l'eau notamment à travers des technologies d'irrigation visant l'économie d'eau et le recyclage de l'eau de drainage pour la sous-irrigation;
- de récents progrès réalisés dans les domaines de la technologie et des sciences, comme

l'établissement d'une carte mondiale du sol et de cartes hebdomadaires des conditions de sécheresse;
- des initiatives offrant une assistance technique et financière pour aider les agriculteurs à appliquer des mesures co-bénéfiques du point de vue de l'adaptation et de l'atténuation.

Besoins et priorités

Huit soumissions (Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, GNA, Inde, Kenya, PMA) établissent une liste de besoins et de priorités à aborder en vue d'améliorer le carbone du sol, la santé et la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion de l'eau. Parmi les problématiques et les priorités identifiées par les Parties figurent, par exemple:

- la mise en place de programmes pour la remise en état des terres dégradées, qui se fondent sur l'expérience de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD);
- l'établissement d'une plateforme pour partager les informations et les expériences;
- le renforcement des capacités techniques, technologiques et financières pour encourager l'utilisation durable et efficiente des ressources en eau et pour promouvoir l'agriculture de conservation en vue de contrôler l'érosion et d'augmenter le taux de carbone dans les sols;
- une cartographie des sols qui inclut la fertilité et le taux de carbone du sol;
- la gestion intégrée de la fertilité des sols;
- la gestion durable des terres;
- l'utilisation rationnelle des engrais.

Une soumission (PMA) propose de réaliser des études nationales sur l'état des sols pour comprendre leur capacité à convenir à différents usages des terres agricoles.

Mesures pour répondre aux besoins identifiés

Trois Parties (Australie, Bénin et Chine) proposent différentes mesures pour répondre aux besoins cernés, y compris l'établissement de documents techniques et l'organisation d'ateliers dans l'objectif de partager les compétences et les leçons apprises des scientifiques et chercheurs issus d'universités et de centres de recherche, ainsi que des experts des agences spécialisées des Nations Unies, comme la FAO et le GIEC. Une Partie (Bénin) propose d'organiser un atelier de session unique, dans lequel aborder conjointement les éléments 2(c), 2(d) et 2(e). Trois soumissions (GNA, Kenya, PMA) proposent de tenir un atelier de session consacré à l'élément 2(c). Une Partie (Chine) propose de lancer une plateforme web pour faciliter le partage des informations et des expériences.

1.4 Élément 2(d): Amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients

Quatorze soumissions (GNA, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, PMA, Norvège, Philippines, USA, Viet Nam) font expressément référence aux questions liées à l'amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients. Deux Parties (Indonésie et Philippines) évoquent de façon générale les thèmes couverts par l'élément 2(d) sans fournir de mesures ou d'indications spécifiques. Une autre Partie (Japon) explique qu'une meilleure utilisation des nutriments (ex : la gestion des engrais) peut également résulter d'actions visant l'amélioration du carbone du sol, ainsi que la santé et la fertilité des sols, et souligne qu'il

serait plus efficace d'examiner conjointement les éléments 2(c) et 2(e). Une Partie (Chine) a regroupé les éléments 2(c), 2(d) et 2(e), en se référant à des mesures qui visent l'amélioration des pratiques agricoles sur la gestion des pâturages, des cultures, du bétail et du fumier pour renforcer la résilience de l'agriculture.

Deux Parties (Norvège et Viet Nam) se rapportent à l'élément 2(d) en soulignant que la KJWA offre l'occasion d'échanger des connaissances sur les bonnes pratiques, particulièrement en ce qui concerne une meilleure utilisation des nutriments et une meilleure gestion des effluents d'élevage, ainsi que l'utilisation de cultures plus résilientes face aux changements climatiques.

Exemples de bonnes pratiques

Comme pour les éléments précédents, trois Parties (Bénin, Japon et USA) présentent des exemples spécifiques de bonnes pratiques et de leçons apprises auxquels les pays peuvent se référer, comme par exemple:

- la recherche et la diffusion des résultats à travers des partenariats;
- l'aide et l'éducation à la mise en œuvre des bonnes pratiques;
- l'élaboration et l'utilisation de plans de gestion des nutriments;
- des prévisions météorologiques en temps réel (à court terme et saisonnières) pour réduire l'écoulement des eaux;
- les pratiques agricoles;
- les technologies et l'équipement pour réduire la perte de nutriments et augmenter l'efficacité des produits;
- la gestion durable des effluents d'élevage, y compris la récupération d'énergie, ou de nitrogène, et de phosphore, ou de sous-produits, comme les panneaux de fibre;
- la gestion des aliments en vue de réduire les émissions de GES;
- l'optimisation des fréquences de rénovation des pâturages pour s'adapter aux changements climatiques, et l'évaluation des possibilités d'émission de GES associées à l'utilisation des nutriments et à la gestion des effluents d'élevage.

Besoins et priorités

Huit soumissions (GNA, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, Inde, Kenya, PMA) ont établi une liste de besoins et de priorités à aborder en vue d'améliorer l'utilisation des nutriments et la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients. Les principales problématiques abordées sont les suivantes:

- le besoin de définir les techniques et les calendriers agricoles pour maximiser l'absorption de nutriments en fonction des besoins des cultures à travers des expériences réalisées en laboratoire et sur le terrain;
- la fourniture de nutriments organiques, comme l'humus, et la mise en œuvre d'une rotation des cultures;
- l'utilisation de cultures de couverture et la promotion de l'agriculture organique;
- le renforcement de l'utilisation des technologies;
- l'optimisation et l'utilisation rationnelle d'engrais inorganiques dans les systèmes agricoles;
- l'élaboration de méthodes pour optimiser l'utilisation et la gestion des effluents d'élevage, des résidus agricoles, et d'autres engrais organiques, de manière à maximiser la résilience des systèmes agricoles.

Mesures pour répondre aux besoins identifiés

Une soumission (PMA) propose de réaliser des études nationales sur les connaissances actuelles et traditionnelles en matière de gestion et d'utilisation du fumier. Deux autres soumissions (Bénin et Chine) présentent des méthodes susceptibles de répondre aux besoins identifiés au sein de la KJWA, telles que la préparation de documents techniques, la création d'une plateforme web pour partager les informations et les expériences, et l'organisation d'un atelier intersession sur ce thème. Une soumission (Chine) conseille de rassembler les expériences et les enseignements des scientifiques, des chercheurs et des experts des agences spécialisées des Nations Unies en ce qui concerne cet élément, et de s'en occuper en même temps que les éléments 2(c) et 2(d). Trois soumissions (GNA, Kenya et PMA) proposent l'organisation d'un atelier de session.

1.5 Élément 2(e): Amélioration des systèmes d'élevage

La plupart des soumissions (17 sur 21 : GNA, Australie, Bangladesh, Bénin, Burundi, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, PMA, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, USA, Viet Nam) font expressément référence aux questions liées à l'amélioration des systèmes d'élevage, tel qu'indiqué dans l'élément 2(e) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23. Deux Parties (Indonésie, Philippines) évoquent de façon générale les thèmes couverts par l'élément 2(e), sans entrer dans les détails, et l'une d'elles (Indonésie) propose d'examiner conjointement les thèmes indiqués dans l'élément 2(c) et l'élément 2(e). Une Partie (Chine) a examiné les éléments 2(c), 2(d) et 2(e) conjointement, se rapportant à des mesures pour améliorer les pratiques agricoles relatives à la gestion des pâturages, des cultures, du bétail et du fumier pour renforcer la résilience de l'agriculture.

Trois Parties (Nouvelle-Zélande, Norvège, Viet Nam) se réfèrent à l'élément 2(e) en soulignant la possibilité d'échanger des connaissances sur les bonnes pratiques au titre de la KJWA.

Exemples de bonnes pratiques

Cinq Parties (Australie, Bénin, Japon, Nouvelle-Zélande, USA) présentent des mesures nationales spécifiques pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises pour d'autres pays, y compris :

- des programmes nationaux qui offrent des incitatifs financiers pour favoriser les méthodes de réduction des émissions, comme par exemple, une meilleure alimentation et une finition précoce du bétail;
- un meilleur système de mesure, notification et vérification des émissions provenant du secteur du bétail;
- la mise en place de banques de gènes;
- des exemples de sélection des races, d'amélioration des pâturages, de traçage des couloirs de passage pour la transhumance, la construction et la réhabilitation de réservoirs d'eau;
- des technologies et centres pour l'insémination artificielle;
- la mise en place de systèmes de compostage, de digestion anaérobie et de récupération du biogaz produit par les effluents d'élevage.

Besoins et priorités

Soumissions (GNA, Bangladesh, Burundi, Chine, Inde, Kenya, PMA) indiquent les besoins et les priorités à considérer pour améliorer les systèmes de gestion du bétail dans leur pays. Plus particulièrement, les Parties mentionnent:

- le besoin de renforcer les activités de recherche en génétique zootechnique, en santé et en nutrition, avec l'objectif d'améliorer la productivité;
- l'adoption de pratiques durables dans les systèmes agro-sylvo-zootechniques intégrés;
- l'application de méthodes pour évaluer et réduire les émissions de GES provenant de l'élevage, et pour adapter le secteur aux changements climatiques;
- l'amélioration du traitement et du stockage des produits de l'élevage et la promotion de l'accès aux marchés;
- l'introduction de techniques innovatrices d'amélioration des races, et la valorisation des sous-produits des déchets d'origine animale (ex: biogaz);
- le développement de systèmes de mesure, notification et vérification pour les systèmes de production agropastorale;
- la promotion de systèmes de gestion du bétail durables et efficients, ainsi que des chaînes de valeur, dont les systèmes de gestion agropastorale, la production animale résiliente aux changements climatiques, et l'exploitation des pâturages fondée sur les écosystèmes;
- la gestion des risques dans les systèmes de production animale.

Mesures pour répondre aux besoins identifiés

Une soumission (PMA) propose de réaliser des études nationales sur les connaissances traditionnelles et actuelles des systèmes de gestion du bétail en examinant leur rôle dans l'atténuation

du changement climatique et dans la réduction de la vulnérabilité des communautés.

Deux Parties (Bénin, Chine) traitent également de la manière d'aborder les thèmes couverts par l'élément 2(e) de la KJWA afin de répondre aux besoins identifiés, et suggèrent la préparation de documents techniques, l'établissement d'une plateforme web pour partager les informations et les expériences et l'organisation d'un atelier intersession qui examine conjointement les éléments 2(c), 2(d) et 2(e). Cet atelier devrait favoriser l'échange des connaissances et des leçons apprises des scientifiques et chercheurs issus d'universités et de centres de recherche, et des experts des agences spécialisées des Nations Unies. Trois soumissions (GNA, Kenya, PMA) proposent d'organiser des ateliers de session et de convoquer des groupes d'experts sur ce thème.

1.6 Élément (f): Dimension socioéconomique et dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole

La plupart des soumissions (17 sur 21 : GNA, Australie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Nouvelle-Zélande, Philippines, PMA, USA, UE, Viet Nam) visent expressément la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole. Trois Parties (Australie, Indonésie, Philippines) évoquent de façon générale les thèmes couverts par l'élément 2(f) sans fournir de mesures ou d'indications spécifiques. Deux soumissions (Malawi, UE) visent expressément les quatre piliers de la sécurité alimentaire définis lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, en soulignant les effets négatifs des événements extrêmes liés au climat (ex : la sécheresse) sur le système agricole en l'absence de mesures d'adaptation, notamment dans les pays en développement où sont particulièrement menacés les femmes, les enfants et les populations pauvres. Une Partie (Japon) considère que cet élément est étroitement lié aux méthodes et démarches de l'élément 2(b) pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience, et propose d'examiner ces deux éléments conjointement. Une autre Partie (Viet Nam) vise l'élément 2(f) en soulignant l'occasion fournie par la KJWA de profiter de l'expérience d'autres pays en ce qui concerne la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole.

Exemples de bonnes pratiques

Cinq Parties (Bangladesh, Bénin, Japon, Nouvelle-Zélande et USA) présentent des mesures nationales spécifiques qui peuvent servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises pour les autres pays, telles que:

- l'utilisation de données saisonnières sur le climat dérivées d'un ensemble multi-modèle pour la prévision saisonnière de la variabilité des rendements des cultures;
- des initiatives de recherche pour améliorer le potentiel des cultures, la gestion des eaux, l'élevage et la pêche;
- l'élaboration de stratégies et de programmes nationaux sur la sécurité alimentaire en partenariat avec d'autres gouvernements, la société civile, les institutions multilatérales de développement, les universités, d'autres institutions de recherche, et le secteur privé, pour améliorer la croissance économique durable du secteur agricole, renforcer la résilience et réduire la faim, la malnutrition et la pauvreté mondiales.

Besoins et priorités

Dix soumissions (GNA, Bangladesh, Bénin, Brésil, Burundi, Chine, Inde, Kenya, PMA, Malawi) identifient les besoins et les priorités à traiter par rapport à la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole. Plus particulièrement, elles font référence à la nécessité de:

- renforcer la recherche et améliorer l'état des connaissances scientifiques sur les effets du changement climatique sur les cultures, l'élevage et la pêche, notamment pour les pays en développement;
- accélérer l'adaptation de l'agriculture aux effets du changement climatique;
- renforcer les capacités des organisations de femmes et de jeunes du secteur agricole;
- élaborer des plans d'urgence et envisager la création de stocks stratégiques de nourriture dans les zones à haut risque;
- aborder les questions liées à la propriété foncière et aux droits fonciers, pour rendre les financements et les assurances agricoles accessibles, surtout aux femmes et aux jeunes, en vue de favoriser les investissements dans des mesures pour rétablir la fertilité des sols, lutter contre l'érosion, assurer le reboisement, améliorer les rendements et augmenter la production agricole;
- prendre en compte les effets du changement climatique sur l'agriculture, notamment sur les moyens de subsistance des petits exploitants vulnérables, sur la migration, sur les conflits, sur la sécurité, et sur la valeur nutritionnelle de la nourriture;
- tenir compte du rôle des systèmes alimentaires au-delà des moyens de subsistance, mais aussi du bien-être, de la santé et de la nutrition des populations;
- accroître l'efficacité des chaînes de valeur de l'agriculture et des systèmes alimentaires.

Mesures pour répondre aux besoins identifiés

Une soumission (PMA) propose de réaliser des évaluations nationales des effets du changement climatique sur les aspects sociaux, économiques et environnementaux pour répondre aux futurs impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une autre soumission (Malawi) cite le récent Plan d'action pour l'égalité entre les sexes comme instrument essentiel pour étayer l'étude de la dimension sexospécifique des changements climatiques dans le secteur agricole.

Trois Parties (Australie, Bénin et Chine) proposent des moyens de répondre aux besoins identifiés au titre de la KJWA, comme la préparation d'un document technique sur les thèmes couvert par l'élément 2(f) et l'organisation d'un atelier de session, impliquant (Bénin) par exemple, les organes constitués au titre de la Convention (le Comité pour l'adaptation, LEG, CTCN). Trois soumissions (GNA, Kenya et PMA) proposent l'organisation d'un atelier de session.

1.7 Éléments supplémentaires à prendre en compte dans la KJWA

Six soumissions introduisent des thèmes intéressants à examiner pendant la KJWA, qui n'étaient pas explicitement liés aux éléments indiqués dans le paragraphe 2 de la décision (GNA, Argentine, Brésil, Philippines, Suisse, UE). Quelques thèmes proposés sont à caractère intersectoriel, tandis que d'autres présentent des aspects qui doivent être mieux définis en examinant les éléments indiqués dans la décision, ou sont mentionnés comme nouveaux éléments à inclure dans la KJWA. La liste des thèmes mentionnés, tirée de six soumissions (mais qui n'est pas commune à tous), est rapportée ici sous forme d'éléments supplémentaires devant être inclus dans les débats autour de la KJWA:

- adoption d'une approche axée sur le système alimentaire et d'instruments politiques correspondants qui prenne en compte l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets;
- mesures pour réduire les pertes et les dommages liés au changement climatique, y compris les services d'information sur le climat, notamment pour les petits exploitants, les petits pêcheurs, les collectivités côtières et les femmes rurales, associées à des mesures pour assurer une protection par les assurances agricoles;
- synergies entre les mesures d'adaptation et les mesures d'atténuation dans la production agricole, y compris dans le cadre d'autres aspects environnementaux comme la biodiversité, l'eau, les sols, et la réalisation des Objectif de développement durable (ODD) en identifiant les obstacles et les moyens de les surmonter;
- méthodes et démarches pour mesurer, notifier et vérifier les interventions en matière de climat, notamment en ce qui concerne la disponibilité de données sur les différents thèmes mentionnés dans les éléments 2(a) à 2(f); et démarches et indicateurs normalisés susceptibles d'améliorer la comparabilité et la progression dans l'analyse des métadonnées afin de soutenir les processus décisionnels;
- étude des vulnérabilités et des risques actuels et prévus (potentiels) des chaînes de valeurs alimentaire et agricole, y compris la quantification des conséquences économiques et la mise en œuvre de mesures d'adaptation dans l'agriculture;
- gestion intégrée des risques climatiques, y compris les politiques, les instruments et les pratiques de réduction des risques, le développement des réseaux de surveillance, le renforcement des systèmes d'alerte précoce et de réduction des risques de catastrophe;
- création d'infrastructures de données agricoles et de solutions numériques innovatrices;
- mise au point de variétés culturales résilientes aux conditions climatiques extrêmes, avec élaboration et adoption de calendriers des cultures;
- financement de l'agriculture comprenant l'évaluation des incidences et des implications de prêts innovateurs, en cas d'utilisation, afin d'investir dans l'agriculture;
- effets possibles des mesures pour lutter contre les changements climatiques sur les exportations agricoles d'Afrique et les dispositions à prendre pour limiter ces effets;
- renforcement de la base de connaissances à travers des approches multi-acteurs et multi-niveaux, en étudiant des moyens de communication, de coordination et de collaboration nouveaux et plus efficaces entre:

  - la CCNUCC et les organismes ou groupes internationaux (ex : FAO, GCRAI-CCAFS, PNUE, Global Research Alliance on Agricultural Greenhouse Gas Emissions, Global Alliance for Climate Smart Agriculture, etc.);
  - les programmes et les initiatives au niveau mondial;
  - les acteurs de l'agriculture et des systèmes alimentaires (fermiers, gouvernements, entreprises et société civile) et le système de recherche,

  en se centrant sur différents niveaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Cela inclut également la procédure d'examen de la CCNUCC des inventaires nationaux des GES, des communications nationales, des RBA et d'autres activités menées par les organes de la CCNUCC (ex : le conseil exécutif du MDP) à utiliser pour réunir, élaborer et diffuser les informations sur les mesures d'adaptation et d'atténuation déjà mises en œuvre avec succès par les Parties;
- intégration de bonnes pratiques agricoles dans les plans de secteur;
- valorisation des mesures qui améliorent l'efficacité de l'élevage, la santé du sol, la séquestration du carbone dans les sols, ou la réhabilitation des milieux dégradés, et qui facilitent l'intégration de la production parallèlement à la conservation des milieux naturels comme les forêts et les pâturages;
- renforcement des projets de recherche et de développement, ainsi que des technologies centrées sur la production durable qui tiennent compte des besoins et des conditions nationales, locales et régionales;
- renforcement de la résilience des systèmes de production avec un accent sur la production au niveau local.

1.8 Opinions sur le processus

Conformément au paragraphe 1 de la décision 4/CP.23, il est demandé au SBSTA et au SBI de travailler ensemble pour aborder les questions relatives à l'agriculture, notamment par le biais d'ateliers et de réunions d'experts. Quinze soumissions (GNA, Argentine, Australie, Bénin, Chine, UE, Inde, PMA, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Suisse, USA, Viet Nam) donnent des indications concrètes sur le processus envisagé par les Parties pour faire avancer l'action commune. Une soumission (PMA) indique que la KJWA devrait envisager une collaboration régulière et interactive avec les organes constitués, afin que ceux-ci fournissent des informations sur leurs activités dans le secteur agricole, tandis que les organes subsidiaires devraient rendre compte de leurs résultats et produits.

Généralement, les indications sur les processus contenues dans les soumissions se réfèrent au nombre et à la teneur des ateliers ou des réunions d'experts, aux participants qui devraient y prendre part, au calendrier et aux résultats prévus par les Parties pour chaque atelier ou réunion d'experts.

Contenus et cadre des ateliers/ réunions d'experts

Compte tenu de la similitude des contenus, certaines Parties (Bénin, Japon) proposent de regrouper des thèmes précis pour les ateliers/ réunions d'experts. Plus concrètement, il a été proposé (Japon) de traiter conjointement des éléments 2(c) et 2(d) ainsi que des éléments 2(b) et 2(f). Une autre Partie (Bénin) propose de regrouper les éléments 2(c), 2(d) et 2(e).

Trois Parties (Australie, Japon, USA) précisent que les ateliers devraient porter uniquement sur les thèmes couverts par les éléments 2(b) à 2(f), puisque les cinq ateliers de session mentionnés dans l'élément 2(a) ont déjà produit plusieurs rapports exhaustifs et que les travaux menés peuvent servir de référence pour les Parties. Une Partie (USA) recommande de suivre l'ordre déjà appliqué dans la décision, tandis que trois Parties (Australie, UE, USA) ont sollicité une programmation rigoureuse pour harmoniser la manière de traiter les thèmes avec les résultats d'autres actions, initiatives, processus et programmes pertinents, comme la remise des prochains rapports spéciaux du GIEC, en vue d'accroître la coopération et de limiter les chevauchements. Quelques Parties (Australie, Japon, USA) proposent de traiter deux ou trois thèmes par atelier.

Pour ce qui est des contenus, onze soumissions (GNA, Australie, Bénin, Chine, UE, Inde, Japon, PMA, Malawi, Nouvelle-Zélande, USA) proposent des questions à aborder dans les ateliers, essentiellement axées sur:

- des exemples de bonnes pratiques;
- l'identification de lacunes et/ou d'obstacles (en ce qui concerne les aspects politiques, réglementaires, technologiques, de savoir-faire, ou financiers);
- l'identification de technologies et savoir-faire de pointe, innovateurs, et efficients;
- des avis sur la manière et les moyens de promouvoir le développement et/ou le transfert de ces technologies;
- les critères essentiels à considérer pour garantir l'intégrité environnementale et sociale;
- l'échange d'opinions sur la manière de prendre en compte les vulnérabilités de l'agriculture face au changement climatique, y compris les dimensions socio-économiques, et les démarches pour régler le problème de la sécurité alimentaire ainsi que les activités d'atténuation;
- les mesures recommandées, y compris celles d'autres organes au titre de la Convention, pour remédier à ces lacunes.

Une Partie (Suisse) précise que les ateliers et les réunions d'experts devraient être envisagés uniquement si les connaissances visées ne sont pas disponibles ailleurs, avec la possibilité, en alternative aux ateliers, de demander un recueil de documents techniques ou de rapports de synthèse.

Quatre soumissions (GNA, Australie, UE, Inde) précisent que les ateliers devraient se tenir pendant les sessions; une soumission (Bénin) propose deux ateliers de session pour les thèmes couverts par les éléments 2(a) et 2(f), et un atelier intersession regroupant les éléments 2(c), 2(d) et 2(e). Une soumission (Nouvelle-Zélande) propose d'entreprendre des travaux parallèles sur les

éléments identifiés avant la COP26 sous forme d'ateliers, de tables rondes, de réunions d'experts, au niveau régional, national et mondial avec la participation d'acteurs non étatiques.

Une Partie (UE) indique que les ateliers et les réunions d'experts devraient être ouverts aux observateurs et diffusés sur le web; une autre Partie (USA) propose de mettre en ligne les présentations ayant eu lieu pendant les ateliers à travers la plateforme web de la CCNUCC pour tirer pleinement parti des informations partagées pendant les ateliers.

Quatre soumissions (UE, PMA, Malawi, Norvège) proposent d'inviter les Parties et les observateurs à présenter des observations ou des rapports scientifiques et techniques rédigés par des institutions et des organisations qualifiées sur des thèmes précis avant chaque atelier ou réunion d'experts comme base pour les débats.

Participants susceptibles d'être invités aux ateliers/ réunions d'experts

Sept soumissions donnent des indications sur les participants à inviter aux ateliers (Australie, Bénin, UE, Japon, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège) et proposent d'inviter aussi des experts d'organisations et d'initiatives internationales dont, entre autres, les agences spécialisées des Nations Unies, le GIEC, la Global Research Alliance, la Banque mondiale, etc., ainsi que des institutions de recherche pertinentes pour contribuer aux ateliers, présenter leurs expériences et partager les informations en relation avec le thème abordé. Deux soumissions (UE, Malawi) mentionnent la participation des organisations de la société civile, y compris les petits producteurs d'aliments, les ONG et les groupes de femmes, assurant ainsi leur implication et leur participation. Quatre Parties (Bénin, UE, Japon, Nouvelle-Zélande) précisent qu'il faudrait garantir la participation des représentants des organes constitués au titre de la Convention.

Résultats attendus des ateliers/réunions d'experts

Les résultats attendus des ateliers et des réunions d'experts sont définis dans dix soumissions (Argentine Australie, Bénin, Chine, UE, Japon, Malawi, Norvège, Suisse, USA) sous la forme de documents techniques, de directives ou de rapports de synthèse sur différents aspects. Plus particulièrement, trois soumissions (Australie, UE, USA) suggèrent qu'après chaque atelier les coprésidents et/ou le Secrétariat rédigent un rapport technique de synthèse pour renseigner les organes constitués et les organisations internationales, tandis que quatre soumissions (Argentine, Burundi, UE, Malawi) s'attendent à ce que des recommandations ou des directives concrètes soient formulées lors des ateliers/ réunions d'experts, afin d'améliorer l'application des mesures de lutte contre les changements climatiques dans le secteur agricole pour assurer la sécurité alimentaire et contribuer à l'objectif fixé par l'Accord de Paris de limiter la hausse globale des température au-dessous de deux degrés Celsius.

Résultats attendus de la SB 48

Six soumissions (GNA, Australie, UE, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège) donnent également des indications précises sur les possibles résultats attendus de la SB 48, à savoir6 :

- s'accorder sur l'établissement du calendrier des travaux, y compris les possibles appels aux soumissions avant les ateliers et les réunions d'experts;
- s'accorder sur la méthodologie et la forme des ateliers et des réunions d'experts;
- déterminer le type d'experts à inviter et dresser une liste;
- définir les résultats attendus des ateliers (rapports de synthèse, documents techniques formulant des recommandations concrètes, etc.).

Une soumission (Malawi) s'attend à ce que la SB 48 mandate le Secrétariat d'effectuer une analyse des travaux des autres organes de la CCNUCC sur l'agriculture afin de rendre compte des moyens de mise en œuvre disponibles, ainsi que des politiques/critères financiers et des mesures de protection sociales et environnementales.

Conformément au paragraphe 4 de la décision 4/ CP.23, le SB 53 devra rendre compte des progrès

[6] Exemples non communs aux six soumissions.

réalisés et des résultats obtenus par la KJWA lors de la COP 26 en 2020. Deux soumissions (UE et Norvège) précisent toutefois que la période de trois ans actuellement prévue n'indique pas la date de clôture de la KJWA mais plutôt le fait que les SB pourront définir de nouveaux travaux après 2020.

1.9 Perspectives et résultats attendus des trois années d'action commune

La plupart des Parties (15: Argentine, Australie, Bénin, Brésil, Chine, UE, Inde, Japon, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Philippines, Suisse, USA, Viet Nam) soulignent la possibilité qu'offre la KJWA de stimuler l'échange et la collaboration entre les pays en vue de favoriser le développement et le transfert de connaissances, de bonnes pratiques et de technologies. Cet échange aurait pour but de fournir aux pays et aux acteurs du secteur agricole les instruments et les outils pour relever les défis importants posés par le changement climatique en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. En reconnaissant les caractéristiques uniques des secteurs agricoles, une soumission (Suisse) suggère d'adopter une perspective holistique de système alimentaire qui combine des solutions intelligentes sur le plan climatique et adaptées localement afin de progresser en matière d'adaptation et d'atténuation. Quelques soumissions soulignent que la KJWA devrait se fonder sur les connaissances et les expériences existantes, en mettant l'accent sur les activités qui sont prêtes à être mises en œuvre aux niveaux national et international (Brésil, UE, Suisse) et en s'appuyant sur l'expertise du SBSTA et du SBI ou d'autres institutions internationales pertinentes (Nouvelle-Zélande, Philippines, USA).

Plus particulièrement, en ce qui concerne la KJWA, les attentes des Parties incluent, entre autres:

- un espace où tenir les débats pour échanger les opinions et les connaissances sur l'action pour le climat dans l'agriculture et les initiatives de mise en œuvre d'une agriculture intelligente face au climat (CSA) qui favorise la coopération entre les Parties et soutienne l'application sur le terrain de mesures liées au climat et à l'agriculture;
- la transposition des résultats de la KJWA en actions concrètes pour aborder les questions relatives à l'agriculture et aux changements climatiques, ce qui pourrait varier d'un pays à l'autre, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention, y compris les responsabilités communes mais différenciées des Parties, en fonction de leurs circonstances nationales, ainsi que de leurs besoins et priorités, obligations, engagements et responsabilités;
- l'identification d'environnements propices et d'outils habilitants (y compris la promotion de la recherche) pour renforcer et faciliter l'application des connaissances scientifiques et technologiques sur les systèmes agricoles et alimentaires durables;
- l'identification d'éventuelles solutions techniques et politiques appropriées;
- le renforcement des capacités en matière de méthodologies et de stratégies pour concevoir des indicateurs d'impact et d'adaptation;
- la création d'une plateforme pour un dialogue mondial inclusif sur la manière dont l'agriculture peut contribuer à l'application effective de l'Accord de Paris sur le climat;
- l'inclusion des connaissances plus récentes et innovatrices sur les bonnes pratiques et les technologies facilitant la prise de décisions relatives au climat à l'échelle nationale, sous-nationale et de l'exploitation agricole;
- une feuille de route pour faciliter la mise en œuvre des CDN et d'autres stratégies et plans nationaux pertinents, y compris les mesures pour promouvoir l'agriculture intelligente face au climat;
- l'échange de connaissances pour améliorer la communication et la comptabilisation des émissions et des absorptions de l'agriculture, ainsi que des effets des politiques et des mesures;

- la promotion de systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et intégrés, l'augmentation des investissements en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans les différents sous-secteurs de l'agriculture;
- une meilleure connaissance des effets sociaux et économiques des changements climatiques sur le secteur agricole et alimentaire;
- des stratégies pour gérer les migrations humaines liées aux effets néfastes des changements climatiques sur les secteurs agricoles.

Pour atteindre ces réalisations et respecter le paragraphe 4 de la décision 4/CP.23, qui demande à la SB 53 de rendre compte à la COP 26, en 2020, des progrès réalisés et des résultats obtenus par la KJWA, la plupart des Parties mentionnent les résultats concrets attendus de la KJWA.

Neuf soumissions (Argentine, Australie, Chine, UE, Inde, Malawi, Philippines, Suisse, USA) considèrent la remise de rapports techniques ou de directives comme le résultat des trois années de travaux. Ces documents peuvent être, par exemple, des documents de synthèse préparés par les coprésidents et le Secrétariat dans le but d'informer les débats sur l'agriculture au sein d'autres instances, y compris les organes constitués au titre de la Convention et les organisations internationales œuvrant dans le domaine de l'agriculture. Les rapports devraient inclure des recommandations concrètes et pratiques de nature scientifique et technique sur les actions pour le climat à mener dans l'agriculture afin d'aider les Parties à lutter contre les changements climatiques dans le secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire. Une soumission (Malawi) considère l'élaboration de directives et de critères (ou de garanties) à appliquer aux actions en faveur du climat dans le secteur agricole comme un moyen pour assurer la durabilité et l'équité entre les sexes, ainsi que pour accroître la résilience et la sécurité alimentaire.

Trois Parties (Chine, Inde, USA) évoquent la création d'une plateforme web ou d'un centre de connaissances pour recueillir les résultats des trois prochaines années de travaux. La plateforme devrait faciliter la collecte de bonnes pratiques et de leçons apprises identifiées par les Parties et d'autres acteurs, l'échange et le partage de connaissances, ainsi que la mise à jour et la diffusion d'informations dans les pays. Deux Parties (Brésil, USA) donnent des exemples de centres de gestion des connaissances, et recommandent l'utilisation des ressources en ligne de la CCNUCC pour héberger la plateforme en question.

Six Parties (Bangladesh, Bénin, Chine, Philippines, USA, Viet Nam) donnent leurs réflexions sur les aspects financiers. Quatre Parties (Bangladesh, Chine, Philippines, Viet Nam) évoquent de façon générale la nécessité d'améliorer les investissement financiers (surtout en ce qui concerne les activités de recherche et développement) et de renforcer les capacités financières notamment des pays en développement pour formuler et mettre en œuvre des mesures concrètes afin d'améliorer les systèmes agricoles dans chaque pays. Une Partie (USA) voit dans la KJWA une occasion d'améliorer l'efficacité des mécanismes et programmes financiers existants. En effet, sans établir de nouveaux dispositifs, la KJWA permettrait aux mécanismes financiers existants de mieux cibler l'agriculture dans leurs programmes et permettrait, par conséquent, aux pays d'accéder plus aisément aux financements. Trois soumissions (Bénin, GNA, Kenya) proposent de constituer un volet spécifique au titre du Fonds vert pour le climat pour mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole, conformément avec les priorités nationales et l'objectif de sauvegarde de la sécurité alimentaire.

CHAPITRE

2

APERÇU DES SOUMISSIONS DES OBSERVATEURS

Comme pour les soumissions des Parties, la plupart des soumissions des observateurs varient considérablement en ce qui concerne leur structure, leur longueur et leur exhaustivité; en revanche, certains groupes de soumissions sont alignés ou très similaires (4 ONG : CIRAD, IRD, INRA et WBCSD, plus 1 OIG : GCRAI-CIAT-BM). La plupart des soumissions des observateurs (17 soumissions, dont 4 du système ONU : FAO, FIDA, CEE-ONU, PAM; 1 OIG : GCRAI-CIAT-BM; 12 ONG : BRIGHTER GREEN, CAN, CARE, CIRAD, CUTS, INRA, IRD, OXFAM, POINT BLUE, OFED, OMA, YOUNGO) donnent leur opinion générale sur la KJWA en décrivant ce qu'ils entrevoient comme marche à suivre pour les trois années d'action commune. Ces soumissions soulignent que la KJWA pourrait offrir l'occasion d'aider les pays, notamment les pays en développement et les PMA, à améliorer leurs capacités et à accéder à des financements et à des technologies adaptées au climat afin de :

- améliorer le développement durable du secteur agricole, en reconnaissant non seulement son incidence sur l'environnement mais aussi la dimension sociale et économique de la production agricole;
- faire avancer l'action pour le climat dans le secteur agricole, en prenant des mesures d'adaptation et d'atténuation, afin de réduire les émissions de manière absolue et équitable, particulièrement celles des populations rurales les plus vulnérables aux changements climatiques.

Plusieurs observateurs perçoivent la KJWA comme une occasion d'aider les pays à mettre en œuvre leurs plans et programmes nationaux, comme les contributions déterminées au niveau national (11 soumissions - 2 système ONU: FAO, FIDA; 1 GOI: GCRAI-CIAT-BM; 8 ONG: BRIGHTER GREEN, CARE, CUTS, OXFAM, WBCSD, OFED, OMA, YOUNGO). Quelques soumissions (2 ONG: BRIGHTER GREEN, FDE) évoquent la possibilité

d'inclure des résultats de la KJWA dans les prochaines CDN, ainsi que dans les Programme d'action national aux fins de l'adaptation (PANA) (2 ONG: OXFAM, OFED) et les Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) (1 ONG: OXFAM). D'autres soumissions considèrent la KJWA comme un moyen de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) à long terme dans le cadre du Programme 2030 (2 soumissions-1 système ONU: FAO; 1 ONG: OFED) et de partager des expériences et des initiatives sur l'agriculture intelligente face au climat (4 soumissions - 3 ONG: CIRAD, CUTS, YOUNGO; 1 ENA: NACSAA).

La plupart des soumissions des observateurs (17 soumissions - 4 système ONU: FAO, FIDA, CEE-ONU, PAM; 1 OIG: GCRAI-CIAT-BM; 12 ONG: BRIGHTER GREEN, CAN, CARE, CIRAD, CUTS, INRA, IRD, OXFAM, POINT BLUE, OFED, OMA, YOUNGO) identifient les modalités pour une mise en œuvre efficace de l'action commune, qui devraient, entre autres:

- garantir un processus de participation avec une approche globale, favorable à l'égalité des sexes et régionalement équilibrée qui respecte les droits, les rôles, les connaissances, les besoins et les aspirations des femmes rurales, des peuples autochtones et des petits producteurs;
- assurer l'intégrité, la légitimité et l'efficacité de la KJWA à travers une représentation équilibrée des compétences et des connaissances pendant les ateliers, ce qui comprend la participation active des observateurs, notamment des ONGE, en évitant ainsi les éventuels conflits d'intérêt au moment d'inviter les animateurs et de solliciter des opinions avant les ateliers;
- encourager le transfert de connaissances en faveur des agriculteurs et entre associations d'agriculteurs, le partage de solutions rentables éprouvées de gestion de l'exploitation, de même que des technologies de production pour lutter contre la vulnérabilité des secteurs agricoles face aux effets néfastes des changements climatiques; et promouvoir les activités d'adaptation et d'atténuation afin d'assurer la sécurité alimentaire, l'égalité entre les femmes et les hommes, et les droits de l'homme;
- tenir compte des progrès de la recherche scientifique et technique, ainsi que des innovations visant à assurer la sécurité alimentaire et à lutter contre les changements climatiques dans les secteurs agricoles, en stimulant l'adoption de démarches de proximité avec la participation des acteurs locaux dans un cadre basé sur la science;
- adopter une approche holistique de la sécurité alimentaire incluant la prise en compte de la gestion et de l'aménagement intégrés du territoire (y compris, sans s'y limiter, la gestion intégrée des bassins versants et des bassins hydrologiques, la gestion intégrée culture-élevage, l'agroforesterie, la gestion durable des pêches, la gestion durable des forêts, la gestion améliorée des parcours), tout en demeurant sensible aux intérêts nombreux et parfois conflictuels des acteurs concernés. L'objectif est de préserver la complexité du paysage à travers la promotion de la diversification écologique, ainsi que de maintenir des mosaïques de terres naturelles et aménagées, pour conserver les interactions biotiques produisant des services écosystémiques essentiels pour la production agricole et la résilience aux changements climatiques;
- aborder le problème de la sécurité alimentaire tout en reconnaissant la valeur sociale, économique et environnementale des mesures d'atténuation des effets du changement climatique dans l'agriculture, y compris les avantages connexes pour la santé et le développement durable. Cela inclut la réduction des pertes et du gaspillage alimentaire, deux éléments cruciaux pour la réduction des émissions de GES issus de la production et de la consommation de denrées alimentaires, et la promotion des soi-disant « kilomètres alimentaires » pour la production ou la consommation alimentaire localisées. Cela implique également la recherche de solutions issues de la demande qui améliorent les modes de consommation, comme par exemple, la promotion d'habitudes alimentaires durables et saines.

En ce qui concerne la liste de six éléments (2(a) à 2(f)) présentée dans le paragraphe 2 de la décision 4/CP.23, quelques soumissions des observateurs se rapportent de façon générale à tous ou à quelques-uns des éléments sans considérations spécifiques (4 soumissions – 3 ONG: CIRAD, INRA, OXFAM, 1 ENA: CNE IDELE CNIEL INTERBEV). D'autres

soumissions indiquent les besoins et les priorités définis pour tous ou quelques-uns des éléments (12 soumissions - 3 système ONU: FAO, CNULCD, PNUE; 2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 7 ONG: CAN, CARE, CUTS, FDE, IFA, WBCSD, YOUNGO). Quelques-unes encore présentent des mesures spécifiques déjà mises en œuvre pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises, notamment pour les pays en développement et les PMA (9 soumissions - 5 système ONU: FAO, FIDA, CNULCD, PNUE, PAM; 1 OIG: GCRAI-CIAT-BM; 3 ONG: CARE, FDE, WBCSD). Certaines soumissions (7 soumissions - 2 système ONU: CNULCD, CEE-ONU; 1 OIG: GCRAI-CIAT-BM; 3 ONG: FDE, IRD, WBCSD; 1 NAE: LEAP) proposent de nouveaux éléments ou d'autres aspects à traiter en-dehors des éléments indiqués dans la décision.

2.1 Contributions à l'action commune proposées

Onze observateurs (3 système ONU: FAO, PNUE, PAM; 6 ONG: CAN, CIRADR, PMED, IRD, POINT BLUE, YOUNGO; 2 ENA: CNE *et al.*, LEAP) soulignent leur rôle en tant qu'agences du système des Nations Unies, des OIG, des ONG ou des ENA agissant dans un contexte agricole, de sécurité alimentaire et de changements climatiques. Dans leurs soumissions, ils indiquent leur volonté de participer activement aux débats dans le cadre de l'action commune. Plus particulièrement, ils ont exprimé leur intérêt à contribuer au KJWA en facilitant la création de liens entre les pays et les experts pour que les premiers puissent obtenir de l'assistance technique et des indications sur les solutions technologiques, les mesures d'atténuation, les possibilités de financement, l'application d'outils de mesure et l'élaboration de politiques permettant de tirer parti des expériences et de faciliter ou catalyser les mesures d'atténuation et d'adaptation dans le secteur agricole, en ligne avec les politiques et les processus nationaux.

Vingt soumissions des observateurs (5 système ONU: FAO, FIDA, CEE-ONU, PNUE, PAM; 1 OIG: GCRAI-CIAT-BM; 12 ONG: BRIGHTER GREEN, CAN, CARE, CIRAD, CUTS, INRA, IRD, OXFAM, POINT BLUE, OFED, OMA, YOUNGO; 2 ENA: CNE *et al.*, NACSAA) rappellent les initiatives et programmes importants existants à l'échelle locale, régionale et mondiale qu'ils ont lancé ou auxquels ils participent activement. Ces initiatives et programmes recueillent des informations ou recherchent et testent des solutions, des bonnes pratiques et des technologies innovatrices pour améliorer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans le secteur agricole, et pour renforcer la sécurité alimentaire. Les soumissions proposent de les prendre en compte comme base pour les discussions ou de les qualifier comme bonnes pratiques au titre de la KJWA. Une liste complète des programmes et initiatives proposés se trouve en annexe.

2.2 Élément 2(a): Modalités de mise en œuvre des résultats des cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de ces travaux

Dix soumissions des observateurs sur 27 (2 système ONU : FAO, CNULCD; 1 OIG : EAC; 7 ONG : CAN, CARE, CIRAD, CUTS, INRA, WBCSD, YOUNGO) se rapportent expressément aux modalités de mise en œuvre des résultats des

cinq ateliers de session tenus sur les questions relatives à l'agriculture et/ou sur d'autres thèmes futurs qui pourront être dégagés de la KJWA (élément 2(a) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23). Cinq observateurs (5 ONG : CAN, CARE, CIRAD, CUTS, INRA) renvoient de façon générale à cet élément dans leurs soumissions, sans fournir d'indications ou d'actions spécifiques, en évoquant simplement les thèmes des cinq ateliers de session qui devraient être considérés pour les ateliers de la KJWA. Une soumission (OIG: EAC) rappelle dans ses constatations quels sont les domaines d'action prioritaires pour une mise en œuvre fondée sur les résultats des cinq ateliers de session, notamment : des systèmes d'alerte précoce et des plans d'urgence; l'évaluation des vulnérabilités et la gestion des risques, y compris dans le domaine des assurances; l'évaluation des besoins techniques dans les secteurs agricoles; le développement et le transfert de technologies. Les modalités définies par deux soumissions d'observateurs (système ONU : FAO, CNULCD) pour une bonne application des thèmes couverts par l'élément 2(a) se rapportent : au partage des connaissances ou à l'échange d'informations sur les bonnes pratiques et les leçons tirées, éventuellement à travers une plateforme web (FAO); à la mise en place d'une collaboration entre les Conventions de Rio et les efforts de coordination déployés par les ministères et les agences (CNULCD).

Trois soumissions d'observateurs (FAO, WBCSD, YOUNGO) indiquent que la mise en œuvre des résultats pertinents obtenus par les cinq ateliers de session est associée à la mobilisation de financements liés au climat pour le secteur agricole, avec une soumission (FAO) faisant expressément référence au Fonds vert pour le climat (FVC) et au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), une autre (YOUNGO) évoquant les financements bilatéraux destinés à la lutte contre les changements climatiques dans l'agriculture, et une troisième (WBCSD) faisant référence aux investissements privés.

Une soumission d'observateur (CAE) réfère à l'organisation d'un atelier de session entre le SBSTA, le SBI et les organes constitués au titre de la Convention afin de discuter des mesures, des rôles et des modalités pour améliorer l'application des résultats; deux autres soumissions (CAE, YOUNGO) demandent au SBSTA et au SBI d'élaborer des directives sur les mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques dans l'agriculture et les modalités d'application des résultats à soumettre à la COP.

2.3 Élément 2(b): Méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience

La plupart des soumissions (14 sur 27 – 5 système ONU : FAO, FIDA, CNULCD, PNUE, PAM; 2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 7 ONG : CAN, CARE, CIRAD, FDE, INRA, WBCSD, YOUNGO) font expressément référence aux méthodes et démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience (élément 2(b) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23). Deux observateurs (CIRAD, INRA) évoquent cet élément de façon générale dans leurs soumissions, sans apporter de contributions ou d'indications spécifiques. Quatre soumissions (CARE, FAO, FIDA, CNULCD) présentent des actions spécifiques déjà entreprises pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises (voir annexe). Trois soumissions (CAE, FAO, PAM) fournissent une liste de besoins et de priorités à traiter permettant de faire progresser l'étude de méthodes et de démarches pour l'évaluation de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de la résilience; et huit soumissions (CAN, CARE, GCRAI-CIAT-BM, FDE, FAO, PNUE, WBCSD, YOUNGO) proposent d'éventuelles mesures pour répondre aux besoins identifiés. Les problématiques communes identifiées incluent, entre autres:

- le besoin d'améliorer les statistiques, la recherche, les analyses et les outils appropriés en se fondant sur la coordination des gouvernements et des organisations au niveau régional, national et international en vue de collecter des données désagrégées, indépendantes, ouvertes, fiables et récentes pour l'élaboration de méthodologies et d'indicateurs communs afin d'évaluer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience dans l'agriculture; de concevoir des systèmes de suivi et évaluation (S&E), ainsi que des systèmes de mesure, notification et vérification (MNV) pour suivre les progrès réalisés dans le domaine de l'adaptation et relativement aux ODD;
- l'importance de prendre également en compte les éventuels effets négatifs de pratiques susceptibles d'améliorer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience, comme par exemple, l'adoption de stratégies d'adaptation à court terme (sauter des repas, passer à des denrées moins chères, emprunter de la nourriture, mendier, etc.) pouvant menacer la sécurité alimentaire à long terme;
- la nécessité de renforcer les cadres politiques cohérents et de répertorier le soutien technique, financier et en matière de renforcement des capacités nécessaire pour évaluer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience. Cela inclut également la nécessité d'assurer les financements climatiques appropriés, qui incluent l'amélioration et la réduction des risques des investissements privés dans le domaine de l'innovation et des technologies pour l'adaptation, notamment dans les PMA;
- l'utilité des démarches participatives fondées sur l'égalité des genres, susceptibles d'associer activement les agriculteurs, et notamment les petits exploitants, les jeunes, les femmes et les populations autochtones, les populations vulnérables et les communautés marginalisées;
- l'importance de faire appel à des spécialistes et de coordonner les actions avec d'autres instances et organisations internationales pertinentes pour le développement agricole.

Une soumission d'observateur (CAE) évoque l'organisation d'un atelier de session et d'une réunion d'experts en demandant au SBSTA et au SBI d'élaborer des directives sur les méthodes et les démarches pour évaluer l'adaptation, les retombées positives de l'adaptation et la résilience, en vue de les faire examiner par la COP.

2.4 Élément 2(c): Amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau

La plupart des soumissions (14 sur 27 – 4 système ONU : FAO, FIDA, CNULCD, PNUE; 2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 7 ONG : CAN, CARE, CIRAD, FDE, INRA, WBCSD, YOUNGO; 1 ENA : CNE *et al.*) renvoient expressément aux questions liées à l'amélioration du carbone du sol, de la santé des sols et de la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que dans les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau tel qu'énoncé dans l'élément 2(c) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23. Trois observateurs (CIRAD, CNE *et al.*, INRA) incluent dans leurs soumissions un renvoi général aux thèmes indiqués dans l'élément 2(c) sans entrer dans les détails. Quatre soumissions

d'observateurs (CARE, GCRAI-CIAT-BM, FAO, FIDA) présentent des actions spécifiques déjà entreprises dans leur pays pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises (voir annexe). Deux soumissions (CAE, FAO) établissent une liste de besoins et de priorités à aborder en vue d'améliorer le carbone du sol, la santé et la fertilité des sols dans les systèmes applicables aux pâturages et aux terres cultivables ainsi que les systèmes intégrés, y compris la gestion des ressources en eau. Sept soumissions (CAN, FDE, FAO, CNULCD, PNUE, WBCSD, YOUNGO) proposent des actions susceptibles de répondre aux besoins identifiés. Les problématiques communes identifiées incluent, entre autres:

- La nécessité d'attirer l'attention sur la gestion durable du sol, y compris les stratégies visant à accroître la séquestration et les stocks de carbone organique du sol (COS) ou la réduction des pertes de COS; la nécessité de protéger les écosystèmes du sol avec des solutions de remplacement au brûlage incontrôlé, en appliquant des pratiques de gestion agronomiques qui améliorent la production de biomasse aérienne et souterraine ainsi que la rétention des résidus.
- La nécessité de réduire les émissions provenant des cultures intensives et des changements de gestion des terres (ex : éviter ou réduire le déboisement, l'urbanisation rapide, l'expansion urbaine non planifiée, les plantations de biocarburant) et de protéger les sols à forte teneur en carbone (ex : éviter le drainage excessif qui porte à l'oxydation et à la minéralisation des sols organiques; éviter les pratiques agronomiques et les systèmes de production qui accélèrent l'érosion des sols et la décomposition de la matière organique des sols; préférer les systèmes sans labour ou à labour minimum, la couverture permanente du sol, le pâturage tournant, etc.).
- L'utilité d'élaborer des directives et des garanties sur la séquestration du carbone comme pratique d'atténuation, et sur la mesure, la cartographie, la notification et la surveillance des stocks de COS.
- L'importance d'améliorer les connaissances et les éléments de base sur les avantages de la biodiversité et de la santé des sols, y compris une évaluation globale de la biodiversité des sols; et l'importance de mettre en place des systèmes intégrés dans le secteur agricole dans le but d'améliorer la santé et la fertilité des sols, ainsi que la disponibilité en eau (ex : utiliser les ressources en eau de manière plus efficace en vue de permettre l'accès à l'irrigation à un plus grand nombre de personnes tout en maintenant les coûts à un niveau abordable; choisir des cultures résistantes à la sécheresse ou aux inondations ou résistantes au sel; maintenir des niveaux optimaux d'eau souterraine; et protéger et réhabiliter les zones humides).
- Le fait de considérer des approches paysagères ou fondées sur le paysage avec des cadres administratifs et de gouvernance efficaces au niveau local, pouvant être intégrés dans les stratégies nationales et mondiales, en vue d'élaborer des instruments financiers et politiques qui pourraient inciter à augmenter le carbone organique du sol.
- L'importance de prendre en compte les possibles répercussions négatives sur la santé des sols, la biodiversité, et les ressources en eau de pratiques appliquées pour améliorer la sécurité alimentaire, y compris, par exemple, le déboisement, l'agriculture intensive, les monocultures sans labour de cultures génétiquement modifiées utilisant des niveaux élevés d'engrais comme les herbicides et les pesticides à base de glyphosate qui ont des effets nocifs sur les sols.
- L'utilité de partager les connaissances sur la gestion des sols, notamment entre agriculteurs, pour tirer parti des compétences du Partenariat mondial sur les sols (PMS) et d'autres instruments.

Une soumission d'observateur (CAE) mentionne l'organisation d'un atelier de session.

2.5 Élément 2(d): Amélioration de l'utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients

Treize soumissions (4 système ONU : FAO, FIDA, CNULCD, PNUE; 2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 6 ONG : CAN, CIRAD, FDE, IFA, INRA, YOUNGO; 1 ENA : CNE *et al.*) font expressément référence aux problématiques associées à une meilleure utilisation des nutriments et de la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients. Trois observateurs (CIRAD, CNE *et al.*, INRA) mentionnent de façon générale les thèmes couverts par l'élément 2(d) sans offrir d'indications ou de mesures spécifiques. Une soumission (PNUE) examine les éléments 2(d) et 2(e) conjointement, en se rapportant à des mesures de réduction des émissions de méthane issues de l'élevage et de la gestion du fumier. Trois soumissions d'observateurs (FAO, FIDA, PNUE) présentent des actions spécifiques déjà entreprises pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises (voir annexe). Une soumission (CAE) présente une liste de besoins et de priorités, et sept soumissions (CAN, GCRAI-CIAT-BM, FDE, FAO, FIDA, CNULCD, PNUE, YOUNGO) proposent des actions susceptibles d'améliorer l'utilisation des nutriments et la gestion des effluents d'élevage dans l'optique de systèmes agricoles durables et résilients. Les problématiques communes identifiées incluent, entre autres:

- la nécessité d'élaborer un cadre réglementaire lié, en particulier, à la santé publique et à l'environnement, qui considère les exigences sanitaires et techniques pour aborder le problème du lessivage des nutriments et de la pollution (ex : récupération des nutriments). Cela inclut la nécessité de faire une distinction entre les engrais industriels et le compost ou fumier, et la nécessité de sensibiliser aux effets connexes sur les ressources en eau, sur la santé et la structure des sols, et sur la santé également des agriculteurs et des consommateurs;
- l'utilité d'une gestion meilleure et plus efficace de l'utilisation des nutriments comprenant une planification de l'application des engrais dans l'espace et dans le temps, qui adopte les concepts de cycle de vie et d'économie circulaire pour la gestion des ressources nutritionnelles. Cela comprend aussi la possibilité de développer des engrais organiques comme nouvelle opportunité économique, y compris le recyclage des déchets d'origine animale pour produire de la bioénergie (ex : application de fumier aux cultures et production de biogaz);
- l'importance de promouvoir des stratégies agroécologiques comme les systèmes agroforestiers, l'agriculture biologique, la permaculture, de même que l'utilisation d'une technologie de suivi et de modélisation sophistiquée spécifique au site pour l'agriculture de précision, en vue d'optimiser l'utilisation des nutriments, d'augmenter naturellement la fertilité des sols, et d'accroître la résilience;
- la possibilité de créer un lien efficace entre les experts et les agriculteurs pour leur permettre d'accéder aux connaissances et à l'assistance technique afin d'accélérer les efforts et d'avoir accès au financement.

Une soumission (notamment par les représentants des entreprises agroalimentaires comme l'IFA) présente ses vues sur l'application d'engrais conformément aux bonnes pratiques de gestion (le système des 4 B qui correspond à utiliser la bonne source à la bonne dose, au bon moment et au bon endroit) qui pourrait être considérée comme une solution aux problèmes climatiques pour atteindre la sécurité alimentaire mondiale, en se centrant sur l'intensification de la productivité et la réduction ultérieure des émissions de GES par unité de produit agricole, limitant ainsi le déboisement. Toutefois, de nombreux observateurs trouvent qu'il est important d'accueillir les plaidoyers (surtout pour les représentants des entreprises agronomiques comme l'IFA) en

faveur d'applications d'engrais synthétiques avec scepticisme, étant donné le risque d'aggraver les émissions totales de GES du secteur agricole et de développer une dépendance financière et sociale envers les entreprises internationales qui produisent des engrais industriels.

Une soumission d'observateur (CAE) mentionne l'organisation d'un atelier de session.

2.6 Élément 2(e): Amélioration des systèmes d'élevage

Quatorze soumissions (4 système ONU : FIDA, PNUE, FAO, CNULCD; 2 OIG : CAE, GCRAI-CIAT-BM; ONG : CAN, CARE, CIRAD, CNE *et al.*, FDE, INRA, WBCSD, YOUNGO) font expressément référence aux problématiques associées aux systèmes améliorés de gestion du bétail visées à l'élément 2(e) du paragraphe 2 de la décision 4/CP.23. Trois observateurs (CIRAD, CNE *et al.*, INRA) évoquent de façon générale les thèmes couverts par l'élément 2(e) sans fournir d'autres détails. Une soumission (PNUE) examine les éléments 2(d) et 2(e) conjointement, en se rapportant à des mesures de réduction des émissions de méthane issues de l'élevage et de la gestion du fumier. Cinq soumissions (CARE, FDE, FAO, FIDA, PNUE) présentent des actions spécifiques déjà entreprises pouvant servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises (voir annexe). Une soumission (CAE, WBCSD) présente une liste de besoins et de priorités; et sept soumissions (CAN, GCRAI-CIAT-BM, FDE, FAO, CNULCD, PNUE, YOUNGO) proposent des actions susceptibles d'améliorer les systèmes de gestion du bétail. Les problématiques communes identifiées incluent, entre autres:

- la nécessité de réaliser des études plus approfondies et de cerner le soutien technique et financier à fournir pour la mise en œuvre effective de pratiques et de systèmes agropastoraux durables et à faibles émissions, jumelée à des considérations sur l'amélioration de la productivité qui puisse réduire l'intensité des émissions d'un côté et augmenter les émissions totale de l'autre; sur la séquestration du carbone à travers une meilleure gestion des pâturages dans une démarche intégrée de gestion paysagère; sur une meilleure intégration de l'élevage dans une économie biocirculaire et dans les programmes destinés aux communautés rurales et péri-urbaines;.
- la nécessité de développer des systèmes de MNV adaptés aux systèmes agropastoraux.
- l'occasion de prendre en compte le potentiel des systèmes intégrés et étendus de gestion de l'élevage, ainsi que des systèmes industriels durables de production de viande dans le cadre d'un passage à des aliments moins transformés et à moins de viande;
- la possibilité de créer un lien efficace entre les experts et les agriculteurs pour leur permettre d'accéder aux connaissances et à l'assistance technique afin d'accélérer les efforts et d'avoir accès au financement.

Une soumission d'observateur (CAE) mentionne l'organisation d'un atelier de session.

2.7 Élément 2(f): Dimension socioéconomique et dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole

La plupart des soumissions (16 sur 27 - 4 système ONU : FAO, FIDA, CNULCD, PAM; 2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 9 ONG : CAN, CARE, CIRAD, CUTS, FDE, INRA, OXFAM, WBCSD, YOUNGO; 1 ENA : CNE *et al.*) se réfèrent expressément à la dimension socioéconomique et à la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole. Quatre soumissions (CIRAD, CNE *et al.*, INRA, OXFAM) évoquent de façon générale les thèmes couverts par l'élément 2(f) sans offrir d'indications ou de mesures spécifiques. Cinq soumissions d'observateurs (CARE, FAO, FIDA, WBCSD, PAM) présentent des actions spécifiques déjà entreprises dans leurs pays qui peuvent servir d'exemples de bonnes pratiques et de leçons apprises (voir annexe). Cinq soumissions (GCRAI-CIAT-BM, CUTS, CAE, WBCSD, YOUNGO) présentent une liste de besoins et de priorités; six soumissions (CAN, CUTS, FDE, FAO, CNULCD, WBCSD) formulent des propositions d'actions susceptibles d'améliorer la dimension socioéconomique et la dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole. Les problématiques communes identifiées incluent, entre autres:

- l'importance d'aborder la question de l'égalité des sexes et d'appliquer des interventions basées sur les droits pour soutenir les communautés rurales, les exploitants agricoles familiaux, les femmes, les jeunes, les communautés autochtones et les groupes vulnérables afin d'accroître la résilience des petits agriculteurs et des exploitants familiaux, d'autonomiser les moyens d'existence ruraux, d'accroître la capacité d'adaptation, de réduire la pauvreté et d'augmenter la sécurité alimentaire, notamment dans les pays en développement et les PMA;
- la nécessité de mieux comprendre les liens entre changement climatique, dégradation des terres, sécheresses, sécurité alimentaire et conflits, en s'attaquant notamment aux causes profondes des migrations et en concevant ou adoptant une nouvelle approche en matière de migration;
- la nécessité d'examiner tous les aspects de la sécurité alimentaire, notamment des méthodes destinées à renforcer les systèmes durables de production agricole (ex : agriculture de précision), mais aussi la nécessité de développer les connaissances sur l'ampleur des pertes alimentaires et de réduire le gaspillage alimentaire en promouvant des solutions issues de la demande à travers l'amélioration des modes de consommation, des questions de nutrition, des régimes et des styles de vie;
- la nécessité de renforcer les capacités et de partager les connaissances, notamment dans les pays en développement et les PMA, via la promotion et la diffusion par les institutions clés de directives, d'outils et de modèles pour l'élaboration de méthodes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans le secteur alimentaire;
- l'importance de la recherche, du développement et du transfert de technologies visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, y compris des mesures d'incitation et d'aide dans la mise en œuvre de projets pilotes, dans la transposition de stratégies réussies à l'échelle nationale, et dans le renforcement des capacités;
- la nécessité d'améliorer, surtout dans les pays en développement et les PMA, l'accès au financement en identifiant les subventions et les investissements financiers éventuels (y compris le Fonds vert pour le climat et d'autres moyens financiers), en privilégiant le rôle du secteur privé et public afin d'appuyer le renforcement de l'agriculture durable et les nouvelles avancées en matière de développement technologique, le partage des connaissances et des capacités, et les infrastructures de production résilientes au changement climatique;

- l'utilité d'améliorer les prévisions météorologiques pour aider les agriculteurs à planifier leurs pratiques agricoles et à protéger les cultures des effets néfastes du changement climatique; l'utilité de mettre en place un système d'assurance contribuant à protéger les agriculteurs, leurs revenus et leur sécurité alimentaire des variations du climat.

2.8 Autres éléments à prendre en compte dans la KJWA

Sept soumissions (2 système ONU: CNULCD, CEE-ONU; 1 OIG: GCRAI-CIAT-BM; 3 ONG: FDE, IRD, WBCSD; 1 ENA: LEAP) introduisent des thèmes d'intérêt à examiner lors de la KJWA qui ne sont pas directement liés aux éléments indiqués dans le paragraphe 2 de la décision. Les autres éléments proposés (tirés des sept soumissions mais non communs à tous) comprennent les points suivants à examiner au titre de la KJWA:

- l'exploration des faits nouveaux concernant la création du Système international de gestion de l'azote (dénommé International Nitrogen Management System en anglais (INMS)) avec l'objectif de mieux étudier le lien du cycle de l'azote dans le contexte de l'agriculture avec les incidences sur le changement climatique et les possibles solutions en matière d'atténuation, de qualité de l'air et de l'eau, d'écosystèmes et de biodiversité (en tenant compte de la Convention sur la diversité biologique et les objectifs d'Aichi), d'ozone de la stratosphère (en tenant compte du Protocole de Montréal);
- la recherche de la neutralité de la dégradation des terres en vue de préserver ou d'améliorer le capital naturel terrestre et ses services écosystémiques associés à travers des pratiques de gestion durable des terres accompagnées d'efforts pour inverser la dégradation par la restauration ou la réhabilitation des terres dégradées, en élaborant également des indicateurs de neutralité permettant d'assurer la surveillance, par exemple, du couvert végétal (classe de couverture terrestre physique), de la productivité des terres (production primaire nette) et des stocks de carbone (stocks de carbone organique du sol);
- la recherche des liaisons rurales-urbaines et des effets connexes sur l'agriculture au regard des besoins grandissants de denrées alimentaires par les habitants des zones urbaines en expansion et du recul correspondant de terres arables causé par l'expansion des villes;
- la stimulation des investissements technologiques pour la lutte contre le changement climatique dans l'agriculture (ce que l'on appelle la « quatrième révolution industrielle des technologies dans l'agriculture »);
- l'analyse du lien entre le développement de la bioénergie et la possibilité de résultats sociaux et environnementaux négatifs, y compris le changement indirect d'affectation des sols (CIAS) et leurs effets sur la sécurité alimentaire. Ceci peut être préservé en utilisant les déchets et les résidus de deuxième génération, associés à une certification crédible de durabilité, comme la Table ronde sur les biocarburants durables.

2.9 Perspectives et résultats attendus de la KJWA

Plusieurs soumissions d'observateurs (11 - 2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 8 ONG : BRIGHTER GREEN, CAN, CARE, FDE, OXFAM, WBCSD, OMA, YOUNGO; 1 ENA : NACSAA) décrivent la KJWA comme une occasion pour promouvoir le développement et le transfert de connaissances, de bonnes pratiques et de technologies avec l'objectif de résoudre et de faire face aux grands défis posés par le changement climatique à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Les attentes des observateurs de la KJWA comprennent, entre autres:

- la mobilisation des connaissances, des technologies, des finances et des capacités nécessaires, de même que le renforcement des capacités, notamment des femmes et des jeunes, en vue de s'adapter à la variabilité climatique (GCRAI-CIAT-BM, WBCSD, OMA, YOUNGO);
- l'amélioration des programmes de recherche et développement, avec une participation directe des agriculteurs selon une démarche équilibrée des sexes centrée sur l'agriculteur, afin de fournir des solutions techniques plus adaptées aux réalités, aux pratiques, aux cultures et aux besoins des agriculteurs (OMA, YOUNGO);
- la nomination, par le secrétariat exécutif, d'un interlocuteur chevronné en matière de sécurité alimentaire (CAN, OXFAM) pour s'assurer que les présentations et les résultats de la KJWA sont conformes à la priorité fondamentale que constitue la sécurité alimentaire.

Pour atteindre ces jalons, les résultats concrets attendus de la KJWA sont mentionnés dans quelques soumissions. Neuf soumissions (2 OIG : GCRAI-CIAT-BM, CAE; 7 ONG : BRIGHTER GREEN, CAN, CARE, FDE, NACSAA, OXFAM, YOUNGO) demandent au SBSTA et au SBI d'élaborer des orientations politiques ou des garanties spécifiques - un ensemble de normes sociales et environnementales - avec des critères et des objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques dans le secteur des terres, pour assurer la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et l'intégrité des écosystèmes.

BIBLIOGRAPHIE

CCNUCC. 2012. *Rapport de la Conférence des parties sur sa dix-septième session* **[en ligne]** [Cité le 3 octobre 2018]. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2011/cop17/fre/09a01f.pdf

CCNUCC. 2018. *Rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt-troisième session* **[en ligne].** https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2017/cop23/eng/11a01.pdf

CCNUCC. 2018a. *Action commune de Koronivia pour l'agriculture. Projet de conclusions présenté par les Présidents.* https://unfccc.int/sites/default/files/resource/l01f_1.pdf

CCNUCC. 2018b. Portail pour les contributions. Dans CCNUCC **[en ligne].** www4.unfccc.int/sites/SubmissionPortal/Pages/Home.aspx

FAO. 2006. *Note d'orientation n.2: Sécurité alimentaire* **[en ligne].** [Cité le 3 octobre2018]. www.fao.org/fileadmin/templates/faoitaly/documents/pdf/pdf_Food_Security_Cocept_Note.pdf

FAO. 2018a. *The Koronivia Joint Work on Agriculture and the Convention Bodies: An Overview* **[en ligne].** www.fao.org/3/CA1544EN/ca1544en.pdf

FAO. 2018b. *Koronivia Dialogue, Post Dialogue Reflections* **[en ligne].** www.fao.org/climate-change/events/detail-events/en/c/1105126

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2018. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*

GIEC, 2006. *Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre,* préparé par le Programme des inventaires nationaux des gaz à effet de serre, Eggleston H.S., Buendia L., Miwa K., Ngara T. et Tanabe K. (dir). Publié: IGES, Japon -Volume 4

ANNEXE

PRINCIPAUX PROGRAMMES ET INITIATIVES MENÉS OU SOUTENUS PAR LES OBSERVATEURS, TELS QU'INDIQUÉS DANS LEURS SOUMISSIONS

LIEN AVEC L'ÉLÉMENT DE DÉCISION DE LA KJWA	TYPE D'OBSERVATEUR	OBSERVATEUR	PROGRAMME/PROJET/RAPPORT	LIEN INTERNET
2(b)	ONG	CARE	Burkina Faso: Programme spécial de conservation des eaux et des sols - Agroforesterie (phases 1 & 2)	https://www.ifad.org/web/ioe/evaluation/asset/39835621
	ONG	CARE	Participatory Monitoring, Evaluation, Reflection, and Learning (PMERL) approach in community based adaptation (CBA) projects	https://careclimatechange.org/wp content/uploads/2014/12/2014_PMERL.pdf
	ONG	CARE	CARE's Participatory Performance Tracker (PPT)	http://www.carepathwaystoempowerment.org/wp content/uploads/2015/04/PPT Step by step Guide Final.pdf
	ONG	CARE	CARE's Community Scorecard (CSC)	https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Community_Score_Card_Toolkit.pdf
	Système ONU	FAO	Système d'accès, de traitement et d'analyse des données d'observation de la terre (SEPAL)	https://sepal.io/
	Système ONU	FAO	OPEN FORIS	http://www.openforis.org/
	Système ONU	FAO	Collect Earth	http://www.openforis.org/tools/collect-earth.html
	Système ONU	FAO	Outil ex-ante bilan carbone (EX-ACT)	http://www.fao.org/tc/exact/ex-act-home/fr/
	Système ONU	FAO	Tracking adaptation in agricultural sectors: climate change adaptation indicators. FAO, 2017	http://www.fao.org/3/a-i8145e.pdf
	Système ONU	FAO	Mesure et analyse de l'indice de résilience (RIMA)	http://www.fao.org/resilience/background/tools/rima/fr/
	Système ONU	FAO	Knowledge Tank for agriculture sectors' adaptation to climate change. FAO, 2016	http://www.fao.org/in-action/naps/knowledge-tank/en/
	Système ONU	FAO	Aborder l'agriculture, les forêts et la pêche dans les plans nationaux d'adaptation - Directives supplémentaires	FAO, 2017. Disponible sur: http://www.fao.org/3/a-i6714f.pdf
	Système ONU	FAO	Bioenergy and Food Security Approach	http://www.fao.org/energy/bioenergy/bioenergy-and-food-security/en/
	Système ONU	FAO	Système d'indice de stress agricole (ASIS)	http://www.fao.org/resilience/news-events/detail/en/c/296089/
	Système ONU	FAO	Schéma holistique pour l'auto-évaluation paysanne de la résilience climatique.	http://www.fao.org/in-action/sharp/fr/
	Système ONU	FAO	FAOSTAT. FAO, 2017	http://www.fao.org/faostat/fr/#home:
	Système ONU	FAO	Programme collaboratif FAO et PNUE en vue d'intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation (NAP-ag)	http://www.fao.org/in-action/naps/en/
	Système ONU	FAO	Le Programme d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture (MICCA)	http://www.fao.org/in-action/micca/fr/
	Système ONU	FAO	Mécanisme de restauration des forêts et des paysages (FLRM)	http://www.fao.org/in-action/forest-landscape-restoration-mechanism/en/
	Système ONU	FAO	Croissance bleue	http://www.fao.org/policy-support/policy-themes/blue-growth/fr/
	Système ONU	FAO	Initiative A2R (Anticiper, Absorber, Remodeler) de l'ONU pour renforcer la résilience face au changement climatique	http://www.a2rinitiative.org/
	Système ONU	FIDA	Outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté (MPAT)	https://www.ifad.org/documents/10180/8f51cc65-88f8-49cb-926b-236aecc32734

	Système ONU	FIDA	Measuring climate resilience	https://www.ifad.org/documents/10180/338cf851-0ff2-4589-8a0f-da616cf43751
	Système ONU	FIDA	Climate risk assessments	https://www.ifad.org/documents/10180/30b467a1-d00d-49af-b36b-be2b075c85d2
	Système ONU	FIDA, PAM	Participatory Integrated Climate Services for Agriculture (PICSA)	https://ccafs.cgiar.org/participatory-integrated-climate-services-agriculture-picsa#.WzNUgVUzaUk; http://www.walker.ac.uk/projects/participatory-integrated-climate-services-for-agriculture-picsa/
	Système ONU	CNULCD	Resilience, Adaptation Pathways and Transformation Assessment (RAPTA) framework	Framework and guidelines on application of RAPTA: http://www.stapgef.org/rapta-guidelines http://www.stapgef.org/node/1606 Rapport sur l'application du RAPTA en Ethiopie: https://publications.csiro.au/rpr/pub?pid=csiro:EP173933 https://rethink.earth/making-resilience-adaptation-and-transformation-real/
2(c)	OIG	GCRAI-CIAT-BM	Assess soil organic carbon stocks and hot spots for preventing loss and improving stocks	http://soilsbestbets.ciat.cgiar.org
	OIG	GCRAI-CIAT-BM	Monitor water balances over large scales and identify the practices and landscape approaches to manage extremes, and reduce water consumption (International Rice Research Institute et the Climate and Clean Air Coalition ont recueilli des informations sur ces pratiques rizicoles)	http://www.knowledgebank.irri.org/training/fact-sheets/water-management
	ONG	CARE	CARE Mozambique25 study of conservation agriculture for cassava intercropped with green manure/cover crops	http://www.care.org.mz/contentimages/mozambique_MERL_Conservation%20Agriculture%20FFS%20vs.%20Farmer%20Practice.FINAL.pdf
	Système ONU	FAO	Partenariat mondial sur les sols FAO, 2018	http://www.fao.org/global-soil-partnership/about/why-the-partnership/terms-of-reference/en/
	Système ONU	FAO	Directives volontaires pour une gestion durable des sols FAO, 2017	http://www.fao.org/3/a-i8145e.pdf
	Système ONU	FAO	Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicable aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. FAO, 2012	http://www.fao.org/docrep/016/i2801f/i2801f.pdf
	Système ONU	FAO	Directives OMS pour l'utilisation sans risques des eaux usées, des excretas et des eaux ménagères. OMS/FAO/PNUE, 2006	http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/41681/1/9241542489.pdf
	Système ONU	FAO	Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture	http://www.fao.org/land-water/overview/wasag/en/
	Système ONU	FAO	The Global Soil Organic Carbon Map leaflet and GSOCmap web application. FAO, 2017	http://54.229.242.119/apps/GSOCmap.html
	Système ONU	FAO	AQUASTAT. FAO, 2010	http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm
	Système ONU	FAO	Colloque international sur le carbone organique du sol	http://www.fao.org/about/meetings/soil-organic-carbon-symposium/fr/
	Système ONU	FIDA	Agriculture de conservation	https://www.ifad.org/documents/10180/8f4cceb3-d99f-4583-bbaa-d376d7937d60; https://asia.ifad.org/enrap/resources/tans/tan-705-bioversity/TAN_coconut%20intercrop.pdf; https://www.ifad.org/newsroom/press_release/tags/p53/y2017/47401925; https://www.ifad.org/documents/10180/65e06cd3-5b59-4192-8416-a7089d91630c
	Système ONU	FIDA	Success with Grazing Exclosure Zones	https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14735903.2017.1352059
	Système ONU	FIDA	Le FIDA a financé le projet ''Food Security and Development Support Project (PASADEM)'' au Niger qui utilise la technique de régénération naturelle assistée (ANR) pour améliorer la réhabilitation des terres et la résilience au changement climatique	https://www.ifad.org/web/operations/project/id/1625/country/niger

2(d)	Système ONU	FAO	Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage (LEAP)	http://www.fao.org/partnerships/leap/en/
	Système ONU	FAO	Guidelines for environmental quantification of nutrient flows and impact assessment in livestock supply chains. FAO, 2017	http://www.fao.org/3/a-bu312e.pdf
	Système ONU	FAO	Developing the Code of Conduct for the Management of Fertilizers. FAO, 2018	http://www.fao.org/fsnforum/activities/discussions/CoCoFe
	Système ONU	FAO	Integrated Plant Nutrient Management (IPNM). Nitrogen inputs to agricultural soils from livestock manure: New Statistics. Integrated crop management series. Vol. 24. FAO, 2017	http://www.fao.org/agriculture/crops/thematic-sitemap/theme/spi/scpi-home/managing-ecosystems/integrated-plant-nutrient-management/ipnm-what/en/
	Système ONU	FAO	The Bioenergy and Food Security (BEFS) Approach	http://www.fao.org/energy/bioenergy/bioenergy-and-food-security/en/
	Système ONU	FAO	Global Partnership on Nutrient Management (GPNM)	http://web.unep.org/gpa/what-we-do/global-partnership-nutrient-management
	Système ONU	FAO	Nitrogen inputs to agricultural soils f rom livestock manure: FAO, 2018	http://www.fao.org/economic/ess/ess-events/faostat-manure/en/
	Système ONU	FIDA	Flexi-biogas	https://www.ifad.org/documents/10180/2b0e6bfe-da33-4c56-99ee-e2125c188766; https://www.ifad.org/documents/10180/4df6d932-0e7c-47ec-9ee1-18f648d16165; http://www.biogas.co.ke/; https://www.ifad.org/documents/10180/d768c82a-7bbf-43d5-a0a1-afbfe06237d0
	Système ONU	FIDA	Multi-functional Climate Smart Agricultural Systems	https://link.springer.com/chapter/10.1007%2F978-3-319-32930-7_3
	Système ONU	PNUE	Climate & Clean Air Coalition (CCAC)	http://ccacoalition.org/en; http://www.fao.org/in-action/enteric-methane/en/
	Système ONU	PNUE	The Global Livestock Environmental Assessment Model (GLEAM).	http://www.fao.org/gleam/fr/
2(e)	OIG	GCRAI-CIAT-BM	Possible actions in livestock systems to adapt to, and mitigate climate change, in both intensive, smallholder and pastoral systems	http://www.fao.org/3/a-i8145e.pdf
	ONG	FDE	Global Research Alliance on Agricultural Greenhouse Gases	https://globalresearchalliance.org/
	Système ONU	FAO	Breed Distribution Model	http://www.fao.org/breed-distribution-model/en/
	Système ONU	FAO	Tackling Climate Change in Zambia and Malawi. FAO, 2017	http://www.fao.org/3/a-i8210e.pdf
	Système ONU	FAO	Global Early Warning System for Transboundary Animal Diseases	http://www.glews.net/
	Système ONU	FAO	Global Livestock Environmental Assessment Model (GLEAM)	http://www.fao.org/gleam/fr/
	Système ONU	FAO	Global database of GHG emissions related to feed crops	http://www.fao.org/partnerships/leap/database/ghg-crops/en/
	Système ONU	FAO	Smallholder dairy methodology for Quantification of GHG Emission Reductions from Improved Management in Smallholder Dairy Production Systems using a Standardized Baseline. FAO, 2016	http://www.fao.org/3/a-i6260e.pdf
	Système ONU	FAO	Tackling Climate Change through Livestock. FAO, 2017	http://www.fao.org/3/a-i3437e.pdf
	Système ONU	FAO	Reducing Enteric Methane for improving food security and livelihoods	http://www.fao.org/in-action/enteric-methane/en/
	Système ONU	FAO	The Global Agenda for Sustainable Livestock	http://www.livestockdialogue.org/
	Système ONU	FIDA	Multifunctional boreholes for food production, livestock and human consumption powered through solar panels	https://www.rural21.com/english/home.html http://ifad-un.blogspot.ch/2017/03/where-there-is-water-there-is-life.html
	Système ONU	FIDA	Acteurs de santé animale (Animal Health Agents (AHAs))	http://www.prosul.gov.mz/index.php/publicacoes/historias-de-sucesso/42-the-simple-cattle-crush-and-para-vets-pdf/file
	Système ONU	FIDA	Banques de fourrage et techniques d'alimentation complémentaires (Fodder banks and supplementary feeding techniques)	http://www.prosul.gov.mz/index.php/publicacoes/historias-de-sucesso/41-stories-from-the-field-haymaking-and-salt-licks/file

	Système ONU	FIDA	Plans de gestion communautaire des ressources (CBNRM)	https://www.ifad.org/documents/10180/b77e8cc4-b49f-4fbe-9605-0c2280c0e17e: https://www.ifad.org/documents/10180/91e476ea-679a-46f0-9e0f-5240e0bf1acb
	Système ONU	PNUE	Climate & Clean Air Coalition (CCAC)	http://ccacoalition.org/en: http://www.fao.org/in-action/enteric-methane/en/
	Système ONU	PNUE	The Global Livestock Environmental Assessment Model (GLEAM)	http://www.fao.org/gleam/fr/
2(f)	ONG	CARE	Le plan d'action pour l'égalité des sexes	https://www.unicef.org/about/execboard/files/2017-16-GAP_2018-2021-ODS-FR.pdf
	ONG	CARE	How effectively integrating gender in climate resilient agriculture programs: FIDA «How to Do: Design of gender transformative smallholder agriculture adaptation programs»	https://www.ifad.org/web/knowledge/publication/asset/40215442
	ONG	CARE	Associations de village d'épargne et de crédit (VSLA) de CARE	https://insights.careinternational.org.uk/development-blog/vslas-the-three-keys-to-financial-security
	ONG	CARE	École pratique d'agriculture et de commerce (FFBS) de CARE.	http://www.care.org/work/world hunger/farmers field and business school toolkit
	ONG	CARE	Planification participative de scénarios (PSP) de CARE	https://careclimatechange.org/wp content/uploads/2015/05/ALP_PSP_EN.pdf
	Système ONU	FAO	Économie verte et agriculture	http://www.fao.org/nr/sustainability/greening-the-economy-with-agriculture-gea/fr/
	Système ONU	FAO	Plateforme des connaissances sur les chaînes des valeurs alimentaires durables	http://www.fao.org/sustainable-food-value-chains/home/fr/
	Système ONU	FAO	Guide de référence de l'agriculture intelligente face au climat	http://www.fao.org/climate-smart-agriculture-sourcebook/fr/
	Système ONU	FAO	Système de modélisation pour l'évaluation des impacts des changements climatiques sur l'agriculture (MOSAICC)	http://www.fao.org/in-action/mosaicc/en/
	Système ONU	FAO	Programme économies et politiques novatrices pour une agriculture intelligente face au climat (EPIC)	http://www.fao.org/climatechange/epic/home/en/
	Système ONU	FAO	Analyse et cartographie de l'impact des changements climatiques: adaptation et sécurité alimentaire (AMICAF)	http://www.fao.org/in-action/amicaf/en/
	Système ONU	FAO	Programme Nansen	http://www.fao.org/in-action/eaf-nansen/topic/18001/en
	Système ONU	FAO	Initiative de la grande muraille verte	http://www.greatgreenwallinitiative.org/
	Système ONU	FAO	Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. FAO, 2005	http://www.fao.org/3/a-y7937f.pdf
	Système ONU	FAO	Guide de formation - Recherche sur le genre et les changements climatiques dans l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le développement rural. FAO et CCAFS	http://www.fao.org/docrep/018/i3385f/i3385f.pdf
	Système ONU	FAO	La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. FAO, 2016	http://www.fao.org/publications/sofa/2016/fr/
	Système ONU	FAO	Initiative Produire plus avec moins	http://www.fao.org/ag/save-and-grow/fr/index.html
	Système ONU	FIDA	«Support to Agricultural Development and Rural Entrepreneurship Programme», en collaboration avec le PAM et la Compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal (CNAAS), le FIDA a sous-tendu la professionnalisation d'organisations de producteurs (OP) pour gérer et atténuer les risques grâce à un contrat d'assurance fondé sur les indices pluviométriques dérivés d'estimations des précipitations par satellite (RFE)	https://www.ifad.org/web/knowledge/publication/asset/39186273 https://www.ifad.org/web/guest/parm http://p4arm.org/
	Système ONU	FIDA	Ecosystem-based adaptation and climate smart businesses opportunities for youth	https://www.ifad.org/documents/38714170/39972302/Cameroon_e/853484e6-e804-41b5-bb45-75973db67222 https://www.ifad.org/web/operations/country/id/cameroon https://www.ifad.org/web/operations/project/id/1694/country/cameroon

	Système ONU	FIDA	Assurance fondée sur un indice climatique (Weather Index Insurance)	https://www.ifad.org/web/guest/wrmf https://www.ifad.org/documents/10180/2a2cf0b9-3ff9-4875-90ab-3f37c2218a90
	Système ONU	FIDA, PAM	Participatory Integrated Climate Services for Agriculture (PICSA)	https://ccafs.cgiar.org/participatory-integrated-climate-services-agriculture-picsa#.WzNUgVUzaUk: http://www.walker.ac.uk/projects/participatory-integrated-climate-services-for-agriculture-picsa/
	Système ONU	PAM	Hunger and Climate Vulnerability Index (HCVI) élaboré par l'initiative High-End Climate Impact and Extreme initiative (HELIX)	http://www.wfp.org/content/2015-food-insecurity-and-climate-change-map: https://www.wfp.org/content/2017-high-end-climate-impact-and-extremes-helix
	Système ONU	PAM	The Consolidated Livelihood Exercise for Analyzing Resilience (CLEAR).	https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp291243.pdf?_ga=2.247664452.254731469.1520238270-269468544.1504855920
	Système ONU	PAM	Évaluation de sécurité alimentaire en situation d'urgence dans les premières 72 heures (The 72-hour emergency assessment approach)	https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp291242.pdf?_ga=2.252912074.254731469.1520238270-269468544.1504855920
	Système ONU	PAM	Combler les lacunes nutritionnelles (Fill the Nutrient Gap)	https://www.wfp.org/content/2017-fill-nutrient-gap
	Système ONU	PAM	Financement basé sur les prévisions	https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069094/download/
	Système ONU	PAM	Initiative R4 en faveur de la résilience des communautés rurales (R4)	https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp284854.pdf
	Système ONU	PAM	Programme de services climatologiques pour l'adaptation en Afrique, initiatives du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC)	https://www.wfp.org/climate-change/initiatives/climate-services-action-africa?_ga=2.139088496.239771359.1516019972-269468544.1504855920
	Système ONU	PAM	Programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives (PPSAP)	https://www.wfp.org/sites/default/files/PSNP%20Factsheet.pdf
	Système ONU	PAM	How Climate Drives Hunger: Food Security Climate Analyses, Methodologies & Lessons 2010-2016	https://www.wfp.org/content/2017-how-climate-drives-hunger?_ga=2.33133438.1939037417.1509347400-269468544.1504855920
ASPECTS GÉNÉRAUX	ENA	CNE et al.	Plan d'action français et de l'UE pour réduire l'empreinte carbone de la viande bovine	http://www.beefcarbon.eu/ http://www.carbon-dairy.fr/
	ENA	LEAP	Fédération internationale du lait, qui inclut les directives LEAP	https://www.fil-idf.org/working-areas-strategic/standards/
	ENA	LEAP	Association internationale d'alimentation animale, qui inclut les directives LEAP	http://globalfeedlca.org/
	ENA	LEAP	Guide de l'UE pour calculer l'empreinte environnementale des produits, qui inclut les directives LEAP	http://ec.europa.eu/environment/eussd/smgp/policy_footprint.htm
	ENA	LEAP	Programme mondial pour un élevage durable	http://www.livestockdialogue.org/about-agenda/about-the-agenda/en/
	ONG	CIRAD, INRA, IRD	Initiative 4 pour 1000: Les sols pour la sécurité alimentaire et le climat	https://www.4p1000.org/sites/default/files/francais/consortium_3-4_-_4p1000_priorites_de_recherche_du_cst.pdf
	ONG	OMA	Climate & Nature from Lantmännen in Sweden, food supply chain initiative	https://lantmannen.com/en/sustainable-development/responsibility-in-the-value-chain/sustainable-cultivation/
	Système ONU	CEE-ONU.	UNECE Air Convention's 2016 Science Assessment Report (SAR)	https://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/lrtap/ExecutiveBody/35th_session/CLRTAP_Scientific_Assessment_Report_-_Final_20-5-2016.pdf
	Système ONU	PNUE	Near-term Climate Protection and Clean Air Benefits: Actions for Controlling Short-Lived Climate Forcers. PNUE, 2011	http://ccacoalition.org/en/resources/near-term-climate-protection-and-clean-air-benefits-actions-controlling-short-lived
	Système ONU	PNUE	Food Systems and Natural Resources. A Report of the Working Group on Food Systems of the International Resource Panel. PNUE, 2016	http://www.resourcepanel.org/reports/food-systems-and-natural-resources
NOUVEAUX ÉLÉMENTS	ONG	FDE	Table ronde sur les biocarburants durables	https://rsb.org/

La décision historique concernant l'action commune de Koronivia pour l'agriculture a été adoptée en 2017 lors de la 23ème Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP 23).

La décision reconnaît que l'agriculture est essentielle pour répondre aux défis du changement climatique, et suppose un travail conjoint entre les deux organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

La décision de Koronivia reflète les premières conclusions adoptées par rapport aux points à l'ordre du jour sur les « questions relatives à l'agriculture » depuis sa création en 2011. Mais surtout, elle a pour effet d'élargir les débats sur l'agriculture, en passant d'une approche axée sur les domaines techniques et scientifiques à une approche qui considère également l'application pratique.

Les six éléments expressément mentionnés dans la décision couvrent plusieurs des champs d'action les plus prometteurs, y compris la gestion des terres, du bétail, des nutriments et de l'eau, ainsi que l'évaluation de l'adaptation, et les dimensions socioéconomiques et celles liées à la sécurité alimentaire.

Les Parties et les observateurs ont été invités à présenter leurs vues sur l'avenir de l'action commune avant le 31 mars 2018. Ce document de travail résume les 21 soumissions présentées par les Parties et les 27 soumissions présentées par les observateurs qui ont été publiées sur le portail de soumission de la CCNUCC avant le 20 mai 2018, ainsi que les deux soumissions du Groupe de négociateurs africains et du groupe des Pays les moins avancés.

cmcc
Centro Euro-Mediterraneo sui Cambiamenti Climatici

Division Climat et Environnement (CBC)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

www.fao.org

ISBN 978-92-5-131276-6 ISSN 2227-4642

9 789251 312766

CA2586FR/1/02.20